

AGILI(3F)

MAZARS

SAMSE

S.A. au capital de 3 458 084,00 €
2, rue Raymond Petit
38100 GRENOBLE
056 502 248 RCS GRENOBLE

**RAPPORT DES COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

Exercice clos le 31 décembre 2022

AGILI(3F)

Commissaire aux comptes

69 boulevard des Canuts
69004 LYON
S.A.S. au capital de 324 300 €
SIREN 840 062 442 RCS LYON

MAZARS

Commissaire aux comptes

109 Rue Tête d'Or
CS 10363 – 69451 Lyon
S.A.S. au capital de 5 986 008 €
SIREN 351 497 649 RCS LYON

SAMSE

S.A. au capital de 3 458 084,00 €
2, rue Raymond Petit
38100 GRENOBLE
056 502 248 RCS GRENOBLE

RAPPORT DES COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2022

À l'Assemblée Générale de la société SAMSE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société SAMSE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

SOCIÉTÉ SAMSE

Rapport des Commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2022

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

SOCIÉTÉ SAMSE

Rapport des Commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2022

- **Evaluation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels à durée de vie indéterminée**

Risque identifié	Notre réponse au risque
<p>Au 31 décembre 2022, les écarts d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie indéterminée s'élèvent à M€ 41, soit 3 % du total bilan de votre groupe. Comme décrit dans les notes 1 et 3.2 de l'annexe aux comptes consolidés, la direction procède à des tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels à durée de vie indéterminée. Ces tests sont effectués au moins une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur. Ils sont réalisés par unité génératrice de trésorerie (« UGT ») ou groupe d'UGT, comprenant les écarts d'acquisition affectés. Ils sont basés sur la juste valeur diminuée des coûts de vente.</p> <p>Pour déterminer la juste valeur diminuée des coûts de vente, il est fait référence aux transactions comparables, en considérant le résultat des transactions récentes portant sur des actifs similaires dans le même secteur d'activité. La valorisation repose notamment sur des multiples d'agrégats comptables (chiffre d'affaires et résultat d'exploitation).</p> <p>Si la juste valeur diminuée des coûts de vente n'est pas corroborée par des transactions comparables, il est alors procédé au calcul de la valeur d'utilité estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs. Sur la base de cette méthode, la valeur recouvrable de chaque UGT, à laquelle est affectée une quote-part de la valeur comptable des écarts d'acquisition, fait l'objet d'une analyse permettant de détecter si la valeur d'utilité de l'UGT n'est pas inférieure à la valeur nette comptable de ses actifs.</p> <p>Compte tenu de la complexité des modèles utilisés et de leur sensibilité aux variations de données et d'hypothèses, en particulier du taux d'actualisation utilisé, des prévisions de flux de trésorerie et des incertitudes inhérentes à la probabilité de réalisation de ces dernières dans le contexte actuel, nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit.</p>	<p>Nous avons examiné les tests de dépréciation réalisés par la direction et nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prendre connaissance des principes et des méthodes de détermination des indices de perte de valeur et de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition ainsi que des actifs incorporels à durée de vie indéterminée ; - corroborer, notamment par entretiens avec la direction, les principales données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations (comme le taux d'actualisation, le taux de croissance à long terme) ; - prendre connaissance des perspectives commerciales des agences présentant un indice de perte de valeur, au moyen d'entretiens avec la direction ; - comparer les estimations comptables des projections de flux de trésorerie des périodes précédentes avec les réalisations effectives correspondantes pour en évaluer la fiabilité et faire une comparaison avec les dernières estimations de la direction ; - analyser la sensibilité des hypothèses retenues ; - par sondages, rapprocher les données utilisées pour réaliser les tests de dépréciation avec la comptabilité et vérifier l'exactitude arithmétique des évaluations retenues par le groupe.

SOCIÉTÉ SAMSE

Rapport des Commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2022

- **Evaluation et dépréciation des stocks de marchandises**

Risque identifié	Notre réponse au risque
<p>Les stocks de marchandises figurent au bilan consolidé du 31 décembre 2022 pour un montant net de M€ 380,1 et représentent 26 % de son total.</p> <p>Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré, majoré des coûts de transport et d'un coefficient d'approche et sont minorés de l'impact des rabais, remises, ristournes et des escomptes obtenus sur les achats.</p> <p>Le montant des provisions pour dépréciation des stocks est calculé, article par article, en tenant compte du taux de rotation depuis le début de l'exercice et éventuellement de l'obsolescence des techniques utilisées, comme cela est précisé dans les notes 1 et 9 de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit compte tenu de l'importance des stocks dans le bilan consolidé, du risque évoqué ci-dessus et des éventuelles provisions qui en découlent, qui sont par nature dépendantes d'hypothèses et d'estimations de la direction.</p>	<p>Dans le cadre de nos travaux, nous avons analysé les principes et les méthodes de détermination de la dépréciation de la valeur brute et nette de stocks et échangé avec la direction sur les résultats de leurs analyses concernant les ajustements de valeur nécessaires.</p> <p>Des participations sélectives aux prises d'inventaire ont été effectuées afin de rapprocher les quantités présentes en stocks et les quantités valorisées en comptabilité.</p> <p>Nous avons identifié et testé les contrôles permettant de confirmer le comptage de l'exhaustivité des références en stock en fin d'année.</p> <p>Nous avons identifié et testé les contrôles jugés importants mis en place pour le calcul du coût moyen pondéré, y compris les contrôles automatisés.</p> <p>S'agissant des dépréciations, les processus d'identification des articles endommagés ou à rotation lente ont été analysés et l'efficacité des contrôles clés relatifs à ceux-ci a été testée. Nous avons étudié les hypothèses retenues par la direction pour la comptabilisation des provisions spécifiques.</p>

SOCIÉTÉ SAMSE

Rapport des Commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2022

- **Evaluation et dépréciation des créances clients**

Risque identifié	Notre réponse au risque
<p>Au 31 décembre 2022, les créances clients s'élèvent à M€ 220,4 et représentent 15,1 % du bilan de votre groupe. La direction a évalué les créances clients selon les modalités exposées dans les notes 1 et 10 de l'annexe aux comptes consolidés et a réalisé une analyse.</p> <p>Pour prévenir le risque client, votre groupe a recours à l'assurance-crédit et à d'autres formes de garantie. La dépréciation des comptes clients (créances douteuses) fait l'objet, pour chaque société de votre groupe, d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.</p> <p>Compte-tenu du contexte économique incertain, le risque client a tout particulièrement été analysé et suivi. Une vigilance accrue a été portée aux éventuelles défaillances des clients dont l'insolvabilité est perceptible et les retards de paiement ont fait l'objet d'une surveillance continue. Les dépréciations nécessaires ont été comptabilisées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2022 en fonction des risques encourus estimés.</p> <p>Nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit compte tenu du risque évoqué ci-dessus et des éventuelles dépréciations comptabilisées, qui sont par nature dépendantes.</p>	<p>Dans le cadre de nos travaux, nous avons examiné les principes d'identification des créances douteuses et les méthodes de dépréciation des créances clients, en procédant à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'analyse des hypothèses retenues pour calculer les provisions pour dépréciation des créances clients, notamment à travers l'examen de la balance âgée, de l'analyse des retards de paiement et de la situation économique des clients présentant des retards de paiement significatifs ; - l'analyse des paiements reçus après la date de clôture pour les créances clients échues à forte antériorité les plus significatives.

SOCIÉTÉ SAMSE

Rapport des Commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2022

- **Evaluation des avoirs à recevoir relatifs aux CPV (conditions particulières de ventes) et des factures à établir au titre des COOP (coopérations commerciales)**

Risque identifié	Notre réponse au risque
<p>Les CPV correspondent aux remises accordées pour l'exercice par les fournisseurs sur la base de dispositions contractuelles et de volumes d'achats réalisés. Les COOP donnent lieu à des facturations émises sur la base de contrats de prestations de services dont le contenu et la rémunération sont définis entre les fournisseurs et votre société.</p> <p>À la clôture de l'exercice, la direction évalue les avoirs à recevoir relatifs aux CPV sur la base des dispositions contractuelles définies avec chaque fournisseur et des statistiques d'achats issues du système de gestion de votre société. La provision pour avoirs à recevoir est diminuée des avoirs versés par ces fournisseurs et comptabilisés au cours de l'exercice relatif à ces contrats.</p> <p>Les factures à établir relatives aux COOP sont estimées sur la base des contrats conclus pour l'exercice et pour lesquels les prestations ont été effectuées mais non encore facturées.</p> <p>Votre groupe comptabilise des factures à établir relatives aux COOP et des avoirs à recevoir relatifs aux CPV, tel que cela est présenté dans la note 11 de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>En raison de la complexité des contrats et des estimations de la direction, il existe un risque que les montants des avoirs à recevoir et des factures à établir relatifs aux CPV et aux COOP comptabilisés soient différents du montant réellement exigible. Nous avons donc considéré l'évaluation de ces montants comme un point clé de l'audit.</p>	<p>Dans le cadre de nos travaux, nous avons pris connaissance des principes de détermination du montant des avoirs à recevoir et des factures à établir.</p> <p>Nous avons analysé les hypothèses d'extrapolation des bases d'achats retenues pour l'estimation des montants dus au titre des CPV et des COOP.</p> <p>Pour une sélection de contrats, nous avons aussi étudié la correcte application des dispositions contractuelles aux flux d'achats issus des données de gestion et, le cas échéant, rapproché les montants d'achats confirmés par le fournisseur.</p> <p>Nous avons également recalculé l'estimation des sommes restant à recevoir et à facturer en fin d'exercice sur la base de la différence entre les sommes exigibles au titre de l'exercice comptable et les sommes déjà obtenues pour cette même période.</p> <p>Enfin, nous avons examiné le débouclage sur l'exercice clos le 31 décembre 2022 des montants à facturer et des avoirs à recevoir relatifs aux COOP et CPV de l'exercice précédent.</p>

SOCIÉTÉ SAMSE

Rapport des Commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2022

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du Code de commerce figure dans le rapport sur la gestion du groupe, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le Règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Directeur Général. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

En raison des limites techniques inhérentes au macro-balisage des comptes consolidés selon le format d'information électronique unique européen, il est possible que le contenu de certaines balises des notes annexes ne soit pas restitué de manière identique aux comptes consolidés joints au présent rapport.

Par ailleurs, il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

SOCIÉTÉ SAMSE

Rapport des Commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2022

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés Commissaires aux comptes de la société SAMSE par votre Assemblée Générale du 11 mai 2022 pour le cabinet AGILI(3F) et pour le cabinet MAZARS.

Au 31 décembre 2022, le cabinet AGILI(3F) était dans la première année de sa mission et le cabinet MAZARS dans la première année de sa mission.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

SOCIÉTÉ SAMSE

Rapport des Commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2022

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

SOCIÉTÉ SAMSE

Rapport des Commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2022

Rapport au comité d'audit


Nous remettons au Comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.


Nous fournissons également au Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Lyon, le 14 avril 2023

Les Commissaires aux comptes

DocuSigned by:

004ECA0B346F40B...

MAZARS, représenté par
Paul-Armel JUNNE

DocuSigned by:

831403DF4B854F1...

AGILI(3F), représenté par
Sylvain BOCCON-GIBOD

Informations financières sélectionnées

(en milliers d'euros)

1 – Sur l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2022

	2022	2021
Total de l'actif	1 459 504	1 371 612
Total des actifs non courants	554 050	559 907
Total des actifs détenus en vue de la vente	—	588
Capitaux propres - part attribuable aux actionnaires de SAMSE	611 335	570 496
Capitaux propres - part attribuable aux intérêts non contrôlants	10 333	10 133
Dividende par action (hors distribution exceptionnelle)	16,00	16,00
Endettement financier net	186 146	205 093
Ratio d'endettement financier	29,94 %	35,32%
<i>Ratio d'endettement financier hors IFRS 16</i>	<i>0,65 %</i>	<i>5,62%</i>

2 – Sur l'état du résultat global consolidé au 31 décembre 2022

	2022	2021
Chiffre d'affaires	1 911 766	1 769 662
Résultat Opérationnel Courant	125 371	122 451
Taux de marge opérationnelle courante	6,56 %	6,92%
Résultat opérationnel	125 175	124 079
Résultat net des sociétés intégrées	97 791	96 555
Dont part attribuable aux actionnaires de SAMSE	94 872	93 515
Dont part attribuable aux intérêts non contrôlants	2 919	3 040
Résultat net par action (en €)	27,58	27,14
Résultat net dilué par action (en €)	27,58	27,14

État de la situation financière consolidée

(en milliers d'euros)

		Au 31 Décembre	
		2022	2021
		Valeur nette	Valeur nette
	notes		
ACTIFS NON COURANTS		554 050	559 907
Écarts d'acquisition	3	41 008	41 734
Autres immobilisations incorporelles	4	1 792	2 027
Immobilisations corporelles	5	255 376	242 354
Droits d'utilisation liés aux contrats de location	5	174 453	165 081
Titres mis en équivalence	6	60 294	54 835
Titres de sociétés non consolidées	7	9 097	33 635
Autres actifs immobilisés	8	6 032	14 046
Impôts différés actifs	15	5 998	6 195
ACTIFS COURANTS		905 454	811 117
Stocks de marchandises	9	380 067	350 294
Clients et comptes rattachés	10	220 371	186 833
Autres créances	11	120 405	128 225
Disponibilités et équivalents de trésorerie	12	184 611	145 765
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	5	—	588
TOTAL DE L'ACTIF		1 459 504	1 371 612

		Au 31 Décembre	
		2022	2021
	notes		
CAPITAUX PROPRES		621 668	580 629
Capitaux propres - part attribuable aux actionnaires de SAMSE	13	611 335	570 496
Capitaux propres - part attribuable aux intérêts non contrôlants	13	10 333	10 133
DETTES NON COURANTES		313 120	296 970
Provisions	14	15 266	18 783
Impôts différés passifs	15	4 825	5 123
Dettes financières à long terme	16	134 239	121 406
Dettes financières locatives à long terme	16	158 790	151 658
DETTES COURANTES		524 716	494 013
Provisions	14	6 033	2 454
Fournisseurs et comptes rattachés	17	267 992	243 255
Dettes financières à court terme	16	54 395	57 016
Dettes financières locatives à court terme	16	23 333	20 778
Autres dettes	18	172 963	170 510
TOTAL DU PASSIF		1 459 504	1 371 612

État du résultat global consolidé

(en milliers d'euros)

	notes	Exercices	
		2022	2021
CHIFFRE D'AFFAIRES	19	1 911 766	1 769 662
Autres produits de l'activité	19	12	28
Achats et variation de stocks		-1 306 678	-1 195 540
Charges de personnel	20	-299 816	-283 193
Charges externes	21	-98 146	-90 026
Impôts et taxes		-25 621	-24 722
Dotations nettes aux amortissements		-53 606	-52 347
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	22	-4 330	279
Autres produits et charges de l'exploitation courante	23	1 790	-1 690
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		125 371	122 451
Taux de marge opérationnelle courante		6,56 %	6,92 %
Autres produits et charges opérationnels	24	-196	1 628
RESULTAT OPERATIONNEL		125 175	124 079
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25	275	53
Cout de l'endettement financier brut	26	-3 411	-3 247
Cout de l'endettement financier net		-3 136	-3 194
Autres produits et charges financiers	27	100	570
RESULTAT FINANCIER	28	-3 036	-2 624
Charge d'impôt	29	-32 612	-32 768
Quote part de résultat net des sociétés mises en équivalence	30	8 264	7 868
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES		97 791	96 555
Résultat net - Part attribuable aux actionnaires de SAMSE		94 872	93 515
Résultat net - Part attribuable aux intérêts non contrôlants		2 919	3 040
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	31	3 440 275	3 445 944
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution	31	3 440 275	3 445 944
RESULTAT NET PAR ACTION (en €)	31	27,58	27,14
RESULTAT NET DILUE PAR ACTION (en €)	31	27,58	27,14
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES		97 791	96 555
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		-70	11 331
Écarts actuariels sur régimes de retraite à prestations définies		3 180	-62
Impôts différés sur les éléments ci-dessus		-793	-324
Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net		2 317	10 945
AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL NET D'IMPOTS		2 317	10 945
RESULTAT GLOBAL TOTAL ANNUEL		100 108	107 500
Résultat global total annuel - Part attribuable aux actionnaires de SAMSE		97 146	104 460
Résultat global total annuel - Part attribuable aux intérêts non contrôlants		2 962	3 040

Présentation de la performance dans le compte de résultat

Le Groupe SAMSE fait état d'un agrégat intermédiaire intitulé «Résultat Opérationnel Courant» (ROC), et prend en compte la recommandation 2009-R.03 du CNC qui propose l'utilisation d'un indicateur du niveau de performance opérationnelle pouvant servir à une approche prévisionnelle de la performance récurrente.

Conformément à cette recommandation, ont été exclus du résultat opérationnel courant, les plus ou moins-values dégagées lors de la cession d'éléments de l'actif immobilier, les charges de

restructuration ou de fermetures d'agences, ainsi que tout autre élément significatif et non récurrent qui fausserait la lecture de la performance du Groupe.

Les éléments exclus sont précisément décrits dans la note 24 - Autres produits et charges opérationnels.

Il est fait usage en interne de cet indicateur intermédiaire (ROC), au-dessus du résultat opérationnel, au titre de l'information sectorielle (note 35).

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)

	Exercices	
	2022	2021
Résultat net consolidé - part attribuable aux actionnaires de SAMSE	94 872	93 515
Part des intérêts non contrôlants	2 919	3 040
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence nette des dividendes reçus	-5 227	-5 413
Amortissements et provisions	56 999	49 505
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	32 612	32 768
Impôts versés	-33 226	-36 100
Résultat sur cessions d'actifs	-3 188	-414
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	490	89
Gains et pertes liés à des variations de parts d'intérêts avec prise de contrôle	—	—
Autres produits et charges calculés	-152	4
Capacité d'autofinancement	146 099	136 994
Coût de l'endettement financier net	3 136	3 194
Variation du besoin en fonds de roulement	-24 552	-40 511
Flux de trésorerie généré par l'activité	124 683	99 677
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-44 705	-33 185
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	5 720	12 982
Subvention d'investissement	5	-4
Incidence des variations de périmètre (acquisitions)	-1 783	—
Incidence des variations de périmètre (cessions)	—	137
Acquisitions d'immobilisations financières	-2 438	-9 014
Diminution d'immobilisations financières	34 929	8 456
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-8 272	-20 628
Dividendes versés aux actionnaires de la Société Mère	-55 296	-27 670
Dividendes sur actions auto-détenues	153	96
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-2 508	-2 719
Augmentation de capital en numéraire	—	—
Acquisition ou cession d'intérêts minoritaires	-159	-1 059
Intérêts financiers nets versés	-3 136	-3 194
Emission d'emprunts	66 280	37 826
Remboursements d'emprunts	-79 081	-81 200
Autocontrôle	-3 708	-253
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	-77 455	-78 173
Reclassement de trésorerie	—	—
AUGMENTATION OU DIMINUTION DE LA TRESORERIE	38 956	876
Disponibilités et équivalents de trésorerie à l'ouverture	139 368	138 492
Disponibilités et équivalents de trésorerie à la clôture	178 324	139 368

Détails complémentaires du tableau consolidé des flux de trésorerie

	Exercices	
	2022	2021
Variation des stocks	-29 373	-71 751
Variation des créances clients et autres débiteurs	-28 488	-28 170
Variation des fournisseurs et autres créditeurs	33 305	59 433
Intérêts courus non échus	4	-23
Variation du besoin en fonds de roulement	-24 552	-40 511
Acquisitions de participations avec prise de contrôle	-1 783	—
Trésorerie nette apportée par les filiales entrantes dans le périmètre	—	—
Incidence des variations de périmètre (acquisitions)	-1 783	—
Cessions de participations avec perte de contrôle	—	133
Trésorerie nette cédée par les filiales sortantes du périmètre	—	4
Incidence des variations de périmètre (cessions)	—	137
Acquisition d'immobilisations incorporelles brutes	-1 171	-393
Acquisition d'immobilisations corporelles brutes	-44 892	-33 883
Variation des créances sur cessions d'immobilisations	1 223	148
Variation des dettes fournisseurs d'immobilisations	135	943
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-44 705	-33 185

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)

	Capital	Primes	Ecart de réévaluation	Réserves consolidées	Eléments constatés directement en capitaux propres	Résultat de l'exercice	Part attribuable aux actionnaires de SAMSE	Intérêts non contrôlants	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2020	3 458	44 722	306	391 614	4 244	47 356	491 700	10 685	502 385
Inscription en réserves du résultat 2020				47 356		-47 356			
Résultat consolidé de l'exercice 2021						93 515	93 515	3 040	96 555
Distributions effectuées				-27 574			-27 574	-2 719	-30 293
Plus et moins values de cession sur actions auto-détenues				75			75		75
Impact de la variation des actions auto-détenues				-253			-253		-253
Ajustement de juste valeur des titres					10 991		10 991		10 991
Gains / Pertes actuariels					-46		-46		-46
Paievements en actions				2 299			2 299	20	2 319
Variation du % d'intérêts				-328			-328	-731	-1 059
Engagements de rachat de minoritaires				-522			-522	-177	-699
Autres mouvements (1)				639			639	15	654
Solde au 31 décembre 2021	3 458	44 722	306	413 306	15 189	93 515	570 496	10 133	580 629
Inscription en réserves du résultat 2021				93 515		-93 515			
Résultat consolidé de l'exercice 2022						94 872	94 872	2 919	97 791
Distributions effectuées				-55 143			-55 143	-2 508	-57 651
Plus et moins values de cession sur actions auto-détenues				-37			-37		-37
Impact de la variation des actions auto-détenues				-3 709			-3 709		-3 709
Ajustement de juste valeur des titres					-68		-68		-68
Gains / Pertes actuariels					2 342		2 342	43	2 385
Paievements en actions				2 258			2 258	18	2 276
Variation du % d'intérêts				-36			-36	-123	-159
Engagements de rachat de minoritaires				242			242	-153	89
Autres mouvements				118			118	4	122
Solde au 31 décembre 2022	3 458	44 722	306	450 514	17 463	94 872	611 335	10 333	621 668

(1) : dont 642 milliers d'euros consécutifs à l'application de la décision de l'IFRIC de mai 2021 relative au calcul des indemnités de fin carrière.

Annexe aux comptes consolidés

Notes aux états financiers consolidés

SAMSE est une Société Anonyme de droit français, cotée sur NYSE Euronext Paris, compartiment B. SAMSE et ses filiales sont ci-après dénommées «le Groupe» ou «le Groupe SAMSE». Le siège social de la société SAMSE est situé 2 rue Raymond Pitet - 38100 GRENOBLE. Les états financiers consolidés au 31 décembre 2022 reflètent la situation comptable de SAMSE et de ses filiales et coentreprises, ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées. Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 16 mars 2023 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 11 mai 2023.

Évènements significatifs de l'exercice 2022

Sur l'exercice 2022, le Groupe évolue dans un contexte de marché favorable avec un chiffre d'affaires en augmentation de 8,0% par rapport à une année 2021 déjà très dynamique.

L'activité Négoce est portée notamment par un marché inflationniste, et affiche une croissance de 10,7%. Le Bricolage est en léger retrait de 0,9%, en ligne avec les tendances du marché français.

Note 1 – Principes comptables

1.1 - Application des normes, règlements et interprétations des normes

Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne et publié au Journal Officiel de l'Union Européenne.

Le référentiel IFRS comprend les Normes IFRS, les Normes IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) telles que publiées par l'IASB. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne.

Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE ont été établis selon les principes généraux des IFRS : image fidèle, continuité d'exploitation,

méthode de la comptabilité d'engagement, permanence de la présentation, importance relative et regroupement.

1.2 - Bases de préparation

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées de manière permanente aux périodes présentées dans les états financiers consolidés, après prise en compte des nouvelles normes et interprétations décrites ci-après. Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros.

1.3 - Normes, amendements de normes et interprétations applicables à partir de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2022

Les normes, amendements et interprétations mentionnés ci-dessous sont appliqués pour la première fois sur l'exercice.

- Amendement à IAS 37 – Clarification des coûts à retenir lors de l'analyse des contrats déficitaires.
- Amendement à IAS 16 – Interdiction de déduire du coût d'une immobilisation corporelle les produits nets dégagés au cours des tests de fonctionnement de l'immobilisation. Le produit de la vente de tels éléments est reconnu au compte de résultat.
- Amendement à IFRS 3 – Mise à jour suite à la publication du nouveau Cadre Conceptuel, sans incidence sur le traitement comptable des regroupements d'entreprises.
- Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2018 / 2021 (amendements aux normes IFRS 1, IFRS 9, IFRS 16 et IAS 41).

Les textes mentionnés ci-dessus n'ont pas engendré de conséquence particulière sur les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2022.

1.4 - Normes, amendements de normes et interprétations d'application ultérieure au sein de l'Union Européenne

Textes applicables par anticipation :

- IFRS 17 – Contrats d'assurance.
- Amendement à IAS 1 – classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants, et information à fournir sur les principes et méthodes comptables.

4 Eléments financiers

- Amendement à IAS 8 – Définition d'une estimation comptable.
- Amendement à IAS 12 – Impôts différés relatifs à des actifs et passifs résultant d'une même transaction.
- Amendement à IFRS 16 – Dette de loyers dans une opération de cession-bail.
- Amendement à IFRS 17 – Première application d'IFRS 17 et IFRS 9 - Information comparative.

Textes publiés non encore applicables :

- IFRS 14 – Comptes de report réglementaires.
- Amendement à IAS 12 – Impôts différés relatifs à des actifs et passifs résultant d'une même transaction.
- Amendements à IFRS 10 et IAS 28 – Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise.

Le Groupe n'a appliqué aucun de ces nouveaux amendements ou nouvelles normes/interprétations par anticipation.

[1.5 - Base d'évaluation](#)

Les états financiers sont préparés selon le principe du coût historique, à l'exception des actifs et passifs acquis dans le cadre des regroupements d'entreprises, des instruments dérivés et des actifs financiers disponibles à la vente qui ont été évalués à leur juste valeur.

Les passifs financiers sont évalués selon le principe du coût amorti. Les valeurs comptables des actifs et passifs couverts et de leurs instruments de couverture sont évalués à leur juste valeur.

[1.6 - Utilisation d'estimations et hypothèses](#)

La préparation des états financiers implique que la Direction Générale du Groupe procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les actifs et passifs du bilan consolidé, sur les charges et produits du compte de résultat, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe.

Ces évaluations ou estimations sont revues à chaque clôture et confrontées aux réalisations afin d'ajuster les hypothèses.

Toutefois, les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et de jugements au 31 décembre 2022 sont les suivants :

- L'évaluation de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles,
- L'évaluation des engagements de retraite et assimilés,
- L'estimation des provisions pour risques et charges,
- La valeur de réalisation des stocks et des créances.

Les estimations utilisées par le Groupe sur ces différents thèmes sont détaillées dans les notes spécifiques se rapportant à chaque rubrique.

[1.7 - Périmètre et méthodes de consolidation](#)

Périmètre

Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE comprennent les comptes de la société SAMSE (société consolidante) et de toutes ses filiales contrôlées directement ou indirectement, les filiales détenues conjointement ainsi que les sociétés sous influence notable.

Le périmètre de consolidation du Groupe, ainsi que son évolution au cours de l'année 2022, sont présentés en note 2.

Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe a le contrôle exclusif ou majoritaire, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale avec constatation des droits des actionnaires minoritaires.

Le contrôle est généralement présumé exister si le Groupe détient plus de 50 % des droits de vote, a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise ou le pouvoir de nommer (ou de révoquer) la majorité des membres du Conseil d'Administration (ou de l'organe de direction équivalent) ou de réunir la majorité des droits de vote aux réunions de cet organe, lorsque le contrôle est exercé par celui-ci.

4 Eléments financiers

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Les entreprises associées sont celles dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière, mais dont il n'a pas le contrôle.

Les sociétés concernées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée exister lorsque plus de 20 % des droits de vote sont détenus.

Le pouvoir de décision détenu est également pris en compte.

Les coentreprises sont les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint, c'est-à-dire dont il partage le contrôle des activités économiques en vertu d'un accord contractuel. Les coentreprises sont comptabilisées dans le bilan consolidé selon la méthode de la mise en équivalence conformément à l'application de la norme IFRS 11.

Les titres de sociétés non significatives ou dans lesquelles le Groupe n'exerce pas d'influence notable sont classés en tant qu'actifs financiers disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur ; les gains et pertes résultant de cette évaluation sont comptabilisés en capitaux propres.

Engagement de rachat de minoritaires

Lorsqu'il existe des options croisées d'achat et de vente contractées avec un minoritaire sur des titres d'une société du Groupe, ces options sont considérées en substance comme des contrats fermes d'achats/ventes avec différé de paiement. Les engagements d'achat donnés relatifs aux filiales consolidées par intégration globale sont comptabilisés en « passifs financiers » pour la valeur actualisée du prix d'exercice estimé de l'option lorsque cette option est à prix fixe, et pour sa juste valeur lorsque cette dernière est à prix variable.

Depuis l'application de la version révisée de la norme IAS 27, les options émises sont traitées comme des transactions entre actionnaires (impacts enregistrés dans les capitaux propres).

Transactions internes

Les soldes et les transactions intra-Groupes ainsi que les profits latents résultant de transactions intra-

Groupe sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.

Les pertes latentes résultant de transactions intra-Groupe ne sont éliminées que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

Les profits latents résultant de transactions avec des entreprises mises en équivalence sont éliminés au prorata de l'intérêt du Groupe dans ces entreprises et enregistrés en déduction de l'investissement.

Les pertes latentes ne sont éliminées au prorata de l'intérêt du Groupe que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

Intérêts non contrôlants

Les intérêts non contrôlants sont définis comme la part d'intérêts dans une filiale qui n'est pas attribuable directement ou indirectement à la société mère.

Les transactions réalisées avec les actionnaires minoritaires induisant une variation de parts d'intérêt de la société mère sans prise ou perte de contrôle affectent uniquement les capitaux propres.

Si les capitaux propres de fin de période d'une société consolidée sont négatifs, la part des intérêts minoritaires dans ces capitaux propres est prise en charge par le Groupe, sauf si les tiers ont une obligation de combler leur quote-part de pertes.

Si ces sociétés redeviennent bénéficiaires, la part du Groupe dans leur résultat est prise en compte par l'actionnaire majoritaire à hauteur des pertes comptabilisées antérieurement.

Écarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à IFRS 3 révisée depuis le 1^{er} janvier 2010, et selon IFRS 3 pour les acquisitions ayant eu lieu avant cette date.

La contrepartie transférée (coût d'acquisition) est évaluée à la juste valeur des actifs remis, capitaux propres émis et passifs encourus à la date de l'échange.

Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Tout excédent de la contrepartie transférée sur la quote-part du Groupe dans la juste

valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise donne lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition.

A la date de prise de contrôle et pour chaque regroupement, le Groupe a la possibilité d'opter soit pour un écart d'acquisition partiel (se limitant à la quote-part acquise par le Groupe) soit pour un écart d'acquisition complet. Dans le cas d'une option pour la méthode de l'écart d'acquisition complet, les intérêts ne donnant pas le contrôle sont évalués à la juste valeur et le Groupe comptabilise un écart d'acquisition sur l'intégralité des actifs et passifs identifiables. Cette option s'applique transaction par transaction.

Les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2010 étaient traités selon la méthode de l'écart d'acquisition partiel, seule méthode applicable avant IFRS 3 révisée.

Les frais directement attribuables à la prise de contrôle sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus. L'acquisition ultérieure d'intérêts minoritaires ne donne pas lieu à la constatation d'un écart d'acquisition complémentaire.

L'analyse des écarts d'acquisition est finalisée durant la période d'évaluation, soit 12 mois à compter de la date de la prise de contrôle.

En cas d'acquisition par étapes, la participation antérieurement détenue fait l'objet d'une réévaluation à la juste valeur à la date de prise de contrôle. L'écart entre la juste valeur et la valeur nette comptable de cette participation est enregistré directement en résultat. Par ailleurs, les compléments de prix sont inclus dans la contrepartie transférée à leur juste valeur dès la date d'acquisition et quelle que soit leur probabilité de survivance.

Durant la période d'évaluation, les ajustements ultérieurs trouvent leur contrepartie en écart d'acquisition lorsqu'ils se rapportent à des faits et circonstances existant lors de l'acquisition ; à défaut et au-delà, les ajustements de compléments de prix sont comptabilisés directement en résultat, sauf si les compléments de prix avaient comme contrepartie un instrument de capitaux propres. Dans ce dernier cas, le complément de prix n'est pas réévalué ultérieurement.

Les écarts d'acquisition concernant les sociétés consolidées par mise en équivalence sont classés dans le poste du bilan « Titres mis en équivalence ».

Impôts

La rubrique « charge d'impôt » du compte de résultat consolidé correspond à l'impôt exigible de chaque filiale consolidée, corrigé des impositions différées.

Les impôts différés sont comptabilisés dans les capitaux propres lorsqu'ils proviennent d'éléments imputés en capitaux propres.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporaires entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs (analyse bilancielle).

Les actifs et passifs d'impôts différés doivent être évalués au taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires respectivement déductibles et imposables.

L'activation des impôts différés liés à des déficits fiscaux ou moins-values reportables est limitée à ceux dont la récupération est fortement probable, compte tenu de perspectives bénéficiaires. Les déficits fiscaux suivent le régime fiscal des sociétés françaises et sont donc indéfiniment reportables.

Les actifs et passifs sont compensés lorsque les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et que les autorités fiscales locales l'autorisent.

Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises par voie de regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur.

Les autres immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou leur coût de production pour le Groupe. Ce coût comprend tous les coûts directement attribuables à la préparation de l'utilisation de ces incorporels.

Il est diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, le cas échéant.

4 Eléments financiers

Les autres immobilisations incorporelles comprennent essentiellement les marques et les logiciels acquis.

Les marques déposées ou acquises ont une durée d'utilité indéfinie car elles n'ont pas vocation à être cédées ou remplacées par une autre marque du Groupe. A ce titre, elles ne sont pas amorties.

Les logiciels créés en interne sont amortis sur leur durée d'utilité estimée. Les logiciels acquis sont amortis sur trois années.

Le mode d'amortissement et les durées d'utilité sont révisés au moins à la clôture de chaque exercice. Le cas échéant, l'incidence des modifications de ceux-ci est comptabilisée de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises par voie de regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur.

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition diminué du cumul

des amortissements et des pertes de valeur, le cas échéant.

Le coût d'acquisition inclut tous les coûts directement attribuables à sa création ou son acquisition et au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par la direction.

Les intérêts des emprunts relatifs à l'acquisition des immobilisations corporelles sont comptabilisés en charges. Ils ne sont pas immobilisés dans le coût de l'actif.

Les subventions d'investissements sont comptabilisées au passif du bilan, en tant que « produits différés » et réparties systématiquement au compte de résultat, sur une durée propre à permettre leur rattachement aux coûts qu'elles sont censées compenser.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé suivant le mode linéaire en fonction des composants identifiés et de leurs durées d'utilité effectives.

Constructions et aménagements selon les différents composants retenus (1)	8 - 30 ans
Matériels et outillages industriels	5 - 8 ans
Matériels de transport	5 - 8 ans
Agencements et aménagements mobiliers	6 - 10 ans
Matériel de bureau	3 - 6 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier de bureau	10 ans

(1) Les différents composants retenus sont les suivants :

Structure plateforme et bâtiment	30 ans
Toiture	20 ans
Second oeuvre	10 ans
Chauffage / Climatisation / Electricité	10 ans
Enrobés et clôtures	8 ans

Le Groupe a retenu des valeurs résiduelles pour deux catégories d'immobilisations corporelles : les matériels de manutention et les matériels de transport. Ces actifs sont destinés à être remplacés au terme de leur durée d'utilité, mais conservent une valeur de marché.

Le mode d'amortissement, les valeurs résiduelles et les durées d'utilité sont revues au moins à chaque fin de période annuelle.

Le cas échéant, l'incidence des modifications de ceux-ci est comptabilisée de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

Les gains et pertes de cessions d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le prix de cession à la valeur nette comptable.

Ils sont enregistrés au compte de résultat sur la ligne «autres produits et charges de l'exploitation courante» en ce qui concerne les gains ou pertes des cessions de matériels de l'exploitation courante ; sur la ligne «autres produits et charges opérationnels» en ce qui concerne les gains ou pertes des cessions d'ensembles immobiliers.

Dépréciation des actifs immobilisés hors financiers

Le Groupe réalise régulièrement des tests de dépréciation sur la valeur des actifs suivants : écarts d'acquisition, autres immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles.

D'une manière générale, ces tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre leur valeur vénale et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation. Le déclenchement d'un test de dépréciation est réalisé généralement lorsqu'un indice de perte de valeur est mis en évidence, notamment par une perte d'exploitation non conjoncturelle.

– Dépréciation des écarts d'acquisition

Les tests de dépréciation sont effectués au moins une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur.

Pour réaliser ces tests, les écarts d'acquisition sont affectés aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) ou à des groupements d'UGT.

Le Groupe répartit ses activités en 2 segments de reporting (Bricolage et Négoce), chaque segment regroupant plusieurs UGT. L'UGT correspond au site physique d'un magasin ou d'une agence ou d'un ensemble de magasins ou agences si ces derniers se situent sur une même zone géographique, et ne présentent pas de risque de compensation de perte de valeur. La méthode consiste à comparer la valeur nette comptable de l'UGT ou du groupe d'UGT, à laquelle l'écart d'acquisition est affecté, avec sa valeur recouvrable. Cette dernière correspond au montant le plus élevé entre d'une part, la valeur de marché diminuée des coûts de vente et d'autre part, la valeur d'utilité qui est estimée par la valeur

actuelle nette des flux de trésorerie futurs reflétant la rentabilité attendue des actifs attachés à l'UGT ou au groupe d'UGT.

Si la valeur de marché n'est pas corroborée par des transactions récentes similaires, l'utilisation des projections actualisées des flux de trésorerie futurs est privilégiée pour déterminer la valeur recouvrable.

Les flux de trésorerie futurs sont déterminés hors frais financiers à partir des projections sur une durée de 5 ans et d'une valeur terminale. La valeur terminale est calculée à partir de la capitalisation à l'infini du dernier flux de trésorerie normalisé, basée sur un taux de croissance à long terme. Les flux de trésorerie sont actualisés sur la base du coût moyen pondéré du capital du Groupe, utilisé comme taux d'actualisation, et s'élevant à 8,95 % pour 2022 (8,01 % en 2021). Ces taux d'actualisation sont des taux après impôts appliqués à des flux de trésorerie après impôts.

Leur utilisation aboutit à la détermination de valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant des taux avant impôts à des flux de trésorerie non fiscalisés. Les hypothèses retenues en termes de progression de l'activité et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles. Le taux de croissance à long terme retenu s'élève à 1 % pour 2022 (identique en 2021).

Les dépréciations constatées sur les écarts d'acquisition revêtent un caractère irréversible et ne font donc pas l'objet d'une reprise.

Elles figurent sous la rubrique «Dotations aux provisions et dépréciations» du compte de résultat, en résultat opérationnel courant.

– Dépréciations des autres immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles

Les immobilisations incorporelles amortissables et les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation à tout moment au cours d'une période annuelle lorsqu'il existe un indice interne ou externe de perte de valeur.

Pour les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service et pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, la valeur recouvrable de ces immobilisations fait également l'objet d'une

estimation systématique à la clôture de chaque exercice.

Le Groupe comptabilise une perte de valeur lorsque la valeur nette comptable des actifs excède leur valeur recouvrable. Les pertes et les reprises de perte de valeur sont comptabilisées en «Dotations aux provisions et dépréciations» et viennent affecter le résultat opérationnel courant, à l'exception des dépréciations relatives aux ensembles immobiliers qui sont enregistrées en «Autres produits et charges opérationnels».

Contrats de location

L'application rétrospective de la décision finale de l'IFRIC publiée en décembre 2019 relative à IFRS 16 a été mise en œuvre pour la première fois au 1^{er} janvier 2019.

Actifs destinés à être cédés

Conformément à la norme IFRS 5, «Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées», les actifs non courants destinés à être vendus sont les actifs qui seront réalisés au travers de leur cession et non de leur utilisation. Lors de leur classification, les actifs non courants destinés à être vendus sont évalués au montant le plus faible entre leur valeur nette comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de cession, une perte de valeur étant constatée le cas échéant. Ces actifs cessent d'être amortis.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas de leur prix de revient réel ou de leur valeur nette de réalisation. Le prix de revient inclut les coûts d'acquisition et les autres coûts encourus pour amener le stock dans l'endroit et l'état où il se trouve.

Le prix de revient est calculé selon la méthode du coût moyen pondéré.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et la réalisation de la vente.

Créances et dettes d'exploitation

Les créances clients, les dettes fournisseurs et les autres créances et dettes sont comptabilisées à la valeur nominale compte tenu des échéances de paiement inférieures à trois mois.

Les créances clients font l'objet de dépréciations au cas par cas en fonction des risques encourus, et de l'évaluation des pertes attendues.

Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Instruments financiers

a) Actifs financiers

La désignation et le classement des actifs financiers sont réalisés lors de la comptabilisation initiale et sont revus à chaque clôture.

Lors de la comptabilisation initiale, le Groupe comptabilise les actifs financiers à la date à laquelle le Groupe devient partie prenante dans les dispositions contractuelles de tels actifs financiers. Les actifs financiers sont évalués à leur juste valeur majorée des coûts directs de transactions lorsque ces actifs ne sont pas classés en tant qu'actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

A chaque clôture, le Groupe évalue s'il y a une indication objective de dépréciation. Par exemple, une baisse prolongée ou significative de la juste valeur en dessous du coût d'un actif financier est considérée comme un indicateur objectif de dépréciation.

Le Groupe gère plusieurs catégories d'instruments financiers, et leurs classements dépendent de la finalité de chaque acquisition.

Ces catégories sont détaillées comme suit :

- 1) Placements détenus jusqu'à leur échéance : il s'agit d'actifs financiers, autres que les instruments financiers non dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe, que le Groupe a la ferme intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance.
Ils sont valorisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et dépréciés en cas de pertes de valeur en contrepartie du compte de résultat.
- 2) Prêts et créances : il s'agit d'actifs financiers, autres que les instruments financiers non dérivés, à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif.

4 Eléments financiers

Valorisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ils sont dépréciés en cas de pertes de valeur en contrepartie du compte de résultat.

Cette catégorie inclut les créances d'exploitation, les dépôts et cautionnements ainsi que les prêts. Les créances clients, ayant une échéance de moins de 12 mois à la date d'arrêté des comptes, sont présentées en actifs courants sous la rubrique «clients et comptes rattachés».

Les créances sur participations, prêts et dépôts et cautionnements ayant une échéance de plus de 12 mois à la date d'arrêté des comptes sont présentés en actifs non courants sous la rubrique «autres actifs immobilisés».

- 3) Actifs financiers en juste valeur par résultat : il s'agit d'actifs financiers dont le Groupe a, dès l'origine, une intention de revente à court terme. Les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat sous la rubrique «autres produits et charges financiers» dans la période au cours desquelles elles interviennent. Cette catégorie regroupe les instruments dérivés de taux que le Groupe SAMSE utilise dans le but de couvrir les risques liés aux variations des taux d'intérêts qui peuvent intervenir dans le cadre des opérations courantes.
- 4) Actifs financiers disponibles à la vente : il s'agit des actifs financiers, autres que les instruments financiers dérivés, n'appartenant pas aux autres catégories. Cette catégorie inclut les participations dans des sociétés cotées ou non, autres que les participations dans les sociétés mises en équivalence et les joint-ventures, que la direction a l'intention de conserver à long terme. Ces participations sont classées en actifs financiers sous la rubrique «autres actifs financiers immobilisés».

Les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres dans la période au cours de laquelle elles interviennent, à l'exception des pertes de valeur relatives aux instruments de dettes.

Lorsque les actifs financiers disponibles à la vente sont vendus ou dépréciés, les ajustements cumulés de variations de juste valeur comptabilisés en capitaux propres sont transférés au compte de résultat. En cas d'appréciation ultérieure de la valeur d'action classée en actifs disponibles à la vente, les pertes de valeur comptabilisées en résultat ne sont

pas reprises en compte de résultat. En revanche, toute appréciation ultérieure de la valeur d'instruments de dettes classés parmi les actifs disponibles à la vente est comptabilisée en résultat.

Lorsque le Groupe est en droit de recevoir un paiement, les produits d'intérêts ou les dividendes liés aux instruments de capitaux propres sont enregistrés dans le compte de résultat à la rubrique «produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie».

b) Opérations de couverture

Les critères de comptabilité de couverture n'étant pas appliqués par le Groupe, les instruments financiers dérivés ne sont pas désignés comme instruments de couverture. Par conséquent, ils ne sont pas comptabilisés selon les principes de la comptabilité de couverture énoncés par IAS 39. Il s'agit de SWAP de taux relatifs à certains emprunts souscrits par le Groupe.

Les variations de juste valeur liées à ces instruments sont directement enregistrées en résultat financier (cf. note 16).

c) Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières sont évalués initialement à la juste valeur de la contrepartie reçue, diminuée des coûts de transaction directement attribuables à l'opération. Par la suite, ils sont évalués à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, la différence entre le coût et la valeur de remboursement étant comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée de l'emprunt.

Les dettes financières à long terme comprennent la part des emprunts auprès des établissements de crédit et autres dettes financières diverses dont le terme est supérieur à un an.

Les dettes financières à court terme comprennent la part à court terme des emprunts auprès des établissements de crédit, des autres dettes financières ainsi que les concours bancaires et autres dettes à court terme.

d) Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des actifs et passifs financiers négociés sur un marché actif est déterminée par référence au cours de bourse à la date de clôture dans le cas d'instruments financiers cotés.

L'évaluation de la juste valeur des autres instruments financiers, actifs ou passifs, qui ne sont

4 Eléments financiers

pas cotés sur un marché actif, est fondée sur différentes méthodes d'évaluation et hypothèses déterminées par le Groupe en fonction des conditions de marché existant à la date de clôture.

e) Décomptabilisation

Le Groupe décomptabilise les actifs financiers lorsque les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie de ces actifs ont pris fin ou ont été transférés et lorsque le Groupe a transféré la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété des actifs. Par ailleurs, si le Groupe ne transfère ni ne conserve la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété, les actifs financiers sont décomptabilisés dès lors que le contrôle n'est pas conservé.

Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsque les obligations contractuelles sont levées, annulées ou éteintes.

f) Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie sont constitués de valeurs mobilières de placement liquides, facilement convertibles et qui, à l'origine, ont une échéance inférieure ou égale à trois mois.

Les disponibilités comprennent les comptes bancaires et les soldes de caisse.

Actions propres

Les actions conservées sont inscrites pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. En cas de cession de ces titres totalement ou partiellement, le résultat de cession (avec l'impôt correspondant), est imputé directement dans les capitaux propres et ne contribue donc pas au résultat.

Provisions

Une provision pour risques ou charges est constituée lorsqu'il existe une obligation à l'égard d'un tiers identifié dont le montant peut être estimé de manière fiable et qu'il est probable que cela se traduira par une sortie de ressources sans contrepartie équivalente.

Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont constatées pour leur montant actualisé, c'est à dire la valeur actuelle des dépenses attendues jugées nécessaires pour régler les obligations correspondantes.

Les variations des provisions enregistrées pour refléter les effets de l'écoulement du temps sont comptabilisées en produits financiers ou charges financières.

– Engagements de retraite et assimilés

Au sein du Groupe, les engagements de retraites regroupent les indemnités de fin de carrière du personnel en activité. Ils sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode tient compte d'hypothèses d'espérance de vie, du taux de rotation du personnel et de l'évolution des salaires. Une actualisation des sommes à verser et un coefficient d'actualisation financière des paiements futurs sont appliqués.

Les engagements sont intégralement provisionnés et correspondent exclusivement au régime de retraite à prestations définies localisé en France, comprenant les indemnités légales de départ à la retraite.

– Cartes de fidélité

Dans les magasins de Bricolage, une remise future potentielle accordée au client est calculée sur la base de ses achats successifs.

Ces avantages sont comptabilisés en réduction des ventes, et éventuellement repris en cas d'annulation.

– Litiges

Les provisions pour litiges ont fait l'objet d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus. Ces provisions concernent essentiellement des litiges matériels nés dans l'année.

– Autres provisions pour risques et charges

Les autres provisions pour risques et charges ont été constituées en fonction des risques connus à la date d'arrêt des comptes et des charges futures estimées.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires et les autres produits de l'activité sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Ils sont évalués nets des retours, remises et avantages commerciaux consentis dès lors que les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des produits ont été transférés à l'acheteur ou que le service a été

rendu. Le chiffre d'affaires comprend la vente de marchandises et diverses prestations liées à la vente, notamment le transport et le grutage.

Les ventes de marchandises ne comprennent pas d'obligations de performance particulières ou complexes, et les prestations complémentaires de transport proposées par le Groupe sont effectuées sur des durées très courtes. Le chiffre d'affaires inclut également des prestations réalisées envers des fournisseurs, et des opérations promotionnelles. Des détails complémentaires figurent en note 19 de l'annexe.

Les autres produits de l'activité comprennent divers produits de gestion courante.

Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant comprend l'ensemble des charges de l'exploitation courante y compris les dépréciations de l'actif immobilisé et les dépréciations des écarts d'acquisition directement liés à l'exploitation et affectés par UGT.

Les autres produits et charges de l'exploitation courante, dont notamment les éléments de cessions d'actifs qui entrent dans le cycle de l'exploitation courante à proprement parler, concourent également à la détermination du résultat opérationnel courant.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel comprend l'ensemble des produits et charges autres que financiers, ainsi que les résultats de cessions d'actifs immobiliers et les éléments significatifs non récurrents.

Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels prennent en compte les plus et moins-values liées à la cession d'ensembles immobiliers et tout élément significatif et non récurrent qui fausserait la lecture du résultat opérationnel courant.

Frais d'acquisition

Les coûts liés à l'acquisition d'une entité sont constatés dans le coût des titres en cas de prise d'influence notable, en résultat dans le cas d'une prise de contrôle ou en capitaux propres dans le cas d'une acquisition d'intérêts minoritaires.

Résultat financier

Le résultat financier comprend les produits de trésorerie et équivalents de trésorerie, le coût de l'endettement financier brut ainsi que divers charges et produits.

Les escomptes de règlements obtenus des fournisseurs ne figurent pas en résultat financier ; ils concourent à la détermination du coût d'achat net des marchandises.

Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice après déduction des actions conservées par le Groupe.

Le résultat dilué par action est calculé sur la même base de résultat net en prenant en compte dans le nombre moyen d'actions en circulation la conversion de l'ensemble des instruments dilutifs (notamment les plans d'options sur actions). La méthode utilisée est celle du rachat d'actions au prix de marché. Le prix de marché retenu correspond au cours moyen de l'action sur l'exercice.

Informations sectorielles

Un secteur est une composante distincte du Groupe, engagée dans la fourniture de produits ou services (secteur d'activité) ou dans la fourniture de produits et services au sein d'un environnement économique particulier (secteur géographique), et exposée à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs.

L'activité du Groupe s'articule autour de deux pôles, le Négoce de matériaux de construction et le Bricolage sur un même secteur géographique, la France.

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles.

Ils comprennent les écarts d'acquisition attribuables, les immobilisations incorporelles et corporelles, ainsi que les actifs courants utilisés dans les activités opérationnelles du secteur. Ils n'incluent ni les impôts différés, ni les autres participations, créances et autres actifs financiers non courants.

Les passifs sectoriels sont les passifs résultant des activités d'un secteur, qui sont directement

attribuables à ce secteur ou qui peuvent raisonnablement lui être affectés. Ils comprennent les passifs courants et non courants à l'exception des dettes financières et des impôts différés passifs.

Contexte général de l'arrêté des comptes

Une vigilance accrue a été portée sur les éventuelles défaillances des clients dont l'insolvabilité est perceptible, et les retards de paiement font l'objet d'une surveillance toute particulière.

Dans une période d'inflation portant le prix de certaines catégories de marchandises à la hausse, l'évaluation des stocks a particulièrement été analysée pour la clôture des comptes (cf. note 9).

Le contexte économique a été pris en compte, notamment dans la détermination des prévisions utilisées pour les tests de dépréciation.

Le Groupe veille à respecter un équilibre entre ses ressources long terme et ses besoins d'investissements structurels.

La gestion de la trésorerie à court terme est accompagnée d'une surveillance accrue de la solvabilité de ses clients et d'une mise en œuvre de leviers d'amélioration du BFR.

Les facteurs de risque suivants ont été analysés afin de répondre aux Recommandations de l'Autorité des Marchés Financiers :

- La valeur recouvrable des écarts d'acquisition et autres incorporels proche de la valeur nette comptable, a fait l'objet d'une attention toute particulière.
- Les hypothèses retenues pour déterminer la valeur recouvrable des actifs non courants dans le cadre des tests de dépréciation ont fait l'objet de tests de sensibilité. Les dépréciations nécessaires ont été prises en compte dans le résultat de l'exercice.
- Le risque clients a été revu et analysé à la clôture des comptes au 31 décembre 2022.
- Les actifs financiers figurant au bilan du Groupe ne présentent pas de risque significatif ; de même que les équivalents de trésorerie. Il n'y a aucun risque de liquidité en fin d'exercice.
- Le niveau des ratios liés aux covenants a été examiné. Aucune rupture de covenants n'est intervenue en fin d'exercice.

4 Eléments financiers

Note 2 - Périmètre de consolidation et évolution au cours de l'année

2.1 - Détentions directes par la société mère

SOCIETES DETENUES	EVENEMENTS DE L'ANNEE	METHODE DE CONSOLIDATION RETENUE	AU 31/12/2022		AU 31/12/2021		
			QP CAPITAL DETENU en % DE CONTRÔLE	QP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS	QP CAPITAL DETENU en % DE CONTRÔLE	QP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS	
SAS LA BOITE A OUTILS	- 1 - SAMSE SA	Acquisition d'intérêts minoritaires	I.G	99,91 %	99,91 %	99,81 %	99,81 %
SAS CHRISTAUD	- 2 - SAMSE SA		I.G	92,99 %	92,99 %	92,99 %	92,99 %
SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS	- 3 - SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS BTP DISTRIBUTION	- 4 - SAMSE SA		I.G	74,65 %	74,65 %	74,65 %	74,65 %
SAS M+ MATERIAUX	- 5 - SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS ETS RENE DE VEYLE	- 6 - SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS DORAS	- 7 - SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS MAURIS BOIS	- 8 - SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SARL REMAT SERVICES	SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SARL EPPS	SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SARL SUD APPRO	SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS BLANC MATERIAUX	SAMSE SA		I.G	77,50 %	77,50 %	77,50 %	77,50 %
SAS ZANON TRANSPORTS	SAMSE SA		I.G	75,00 %	75,00 %	75,00 %	75,00 %
SAS MAT APPRO	SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI LA REGLE	SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI H2O IMMO	SAMSE SA	Dissolution - Liquidation				100,00 %	100,00 %
SCI LE BOURG	SAMSE SA		I.G	99,60 %	99,60 %	99,60 %	99,60 %
SCI CELESTIN CHASSIEU	SAMSE SA		I.G	99,00 %	99,00 %	99,00 %	99,00 %
SCI DU ROUSSILLON	SAMSE SA		I.G	99,00 %	99,00 %	99,00 %	99,00 %
SCI VALMAR	SAMSE SA		I.G	96,00 %	96,00 %	96,00 %	96,00 %
SCI DU VIEUX PORT	SAMSE SA		I.G	90,00 %	90,00 %	90,00 %	90,00 %
SCI BRANLY	SAMSE SA		I.G	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
SCI LES ARTISANS	SAMSE SA		I.G	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
SCI CHARPIEU	SAMSE SA		I.G	0,14 %	0,14 %	0,14 %	0,14 %
SAS BOURG MATERIAUX	SAMSE SA		MEQ	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
SAS TARARE MATERIAUX	SAMSE SA		MEQ	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
SAS MATERIAUX SIMC	- 10 - SAMSE SA		MEQ	44,59 %	44,59 %	44,60 %	44,60 %
SAS PLATTARD SAS	- 9 - SAMSE SA		MEQ	33,99 %	33,99 %	33,99 %	33,99 %
SAS DIDIER	SAMSE SA		MEQ	25,00 %	25,00 %	25,00 %	25,00 %

Légende : I.G - Intégration Globale - MEQ - Mise en Équivalence

4 Eléments financiers

2.2 - Détentions indirectes ou conjointes par les filiales

SOCIETES DETENUES	SOCIETES DETENTRICES	EVENEMENTS DE L'ANNEE	METHODE DE CONSOLIDATION RETENUE DANS LE GROUPE SAMSE	AU 31/12/2022		AU 31/12/2021	
				QP CAPITAL DETENU en % DE CONTRÔLE	QP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE	QP CAPITAL DETENU en % DE CONTRÔLE	QP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE
- 1 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE LA BOITE A OUTILS							
SAS EDB AUBENAS	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	70,00 %	69,94 %	70,00 %	69,87 %
SAS EDB FROMENT	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	50,00 %	49,96 %	50,00 %	49,91 %
SAS COMPTOIR FROMENT	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	50,00 %	49,96 %	50,00 %	49,91 %
SAS EDB NIMES	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	70,00 %	69,94 %	70,00 %	69,87 %
SAS EDB ARLES	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	70,00 %	69,94 %	70,00 %	69,87 %
SCI IMMOBILIERE DIJON	SAS LA BOITE A OUTILS					100,00 %	99,81 %
SCI IMMOBILIERE MENNECY	SAS LA BOITE A OUTILS					100,00 %	99,81 %
SCI IMMOBILIERE MOISERIE	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	100,00 %	99,91 %	100,00 %	99,81 %
SCI IMMOBILIERE FONTAINE	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	100,00 %	99,91 %	100,00 %	99,81 %
SCI ENTREPOT NIMES	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	40,00 %	39,96 %	40,00 %	39,92 %
SCI CHABER	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	40,00 %	39,96 %	40,00 %	39,92 %
SCI ENTREPOT FROMENT	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	40,00 %	39,96 %	40,00 %	39,92 %
SAS RG BRICOLAGE	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	39,98 %	39,94 %	39,98 %	39,90 %
SCI LE CARREAU	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	20,00 %	19,98 %	20,00 %	19,96 %
- 2 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE CHRISTAUD							
SAS CELESTIN MATERIAUX	SAS CHRISTAUD		I.G	100,00 %	92,99 %	100,00 %	92,99 %
SAS BILLMAT	SAS CHRISTAUD	Fusion absorption par la société CHRISTAUD - effet rétroactif au 1 ^{er} janvier 2022				100,00 %	92,99 %
- 3 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE HENRY							
SARL SCIERIE ET SECHOIRS DU DAUPHINE	SAS HENRY		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SARL DAUPHINOISE DE TRANSPORTS ET AFFRETEMENT	SAS HENRY		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
- 4 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE BTP DISTRIBUTION							
SARL TRANSPORTS SCHWARTZ	SAS BTP DISTRIBUTION		I.G	100,00 %	74,65 %	100,00 %	74,65 %
SCI BRANLY	SAS BTP DISTRIBUTION		I.G	40,00 %	29,86 %	40,00 %	29,86 %
SCI LES ARTISANS	SAS BTP DISTRIBUTION		I.G	40,00 %	29,86 %	40,00 %	29,86 %
- 5 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE M+ MATERIAUX							
SCI MINETTI	SAS M+ MATERIAUX		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

4 Eléments financiers

SOCIETES DETENUES	SOCIETES DETENTRICES	EVENEMENTS DE L'ANNEE	METHODE DE CONSOLIDATION RETENUE DANS LE GROUPE SAMSE	AU 31/12/2022		AU 31/12/2021	
				QP CAPITAL DETENU en % DE CONTRÔLE	QP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE	QP CAPITAL DETENU en % DE CONTRÔLE	QP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE
- 6 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE RENE DE VEYLE							
SCI DU ROUSSILLON	SAS RENE DE VEYLE		I.G	1,00 %	1,00 %	1,00 %	1,00 %
SCI VALMAR	SAS RENE DE VEYLE		I.G	4,00 %	4,00 %	4,00 %	4,00 %
SCI CHARPIEU	SAS RENE DE VEYLE		I.G	99,86 %	99,86 %	99,86 %	99,86 %
SCI DU VIEUX PORT	SAS RENE DE VEYLE		I.G	10,00 %	10,00 %	10,00 %	10,00 %
SCI CELESTIN CHASSIEU	SAS RENE DE VEYLE		I.G	1,00 %	1,00 %	1,00 %	1,00 %
SCI LE BOURG	SAS RENE DE VEYLE		I.G	0,40 %	0,40 %	0,40 %	0,40 %
- 7 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE DORAS							
SARL FAVERET	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS MENUISERIE RENOVATION	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS SOCOBOIS	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SPRL BELPARMAT	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI DES MINES	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI DE LA BOUDEAUDE	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI IMMODOR	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI JURADOR	SAS DORAS					100,00 %	100,00 %
			Dissolution - Liquidation				
SCI DES ESSARDS	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI DES ABATTOIRS	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI TETE AU LOUP	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI LA JONCTION	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI MONBOUTOT LA TOUR	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI LE PETIT FORT	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI SAINT GEORGES	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI GUILLEMIER	SAS DORAS					100,00 %	100,00 %
			Dissolution - Liquidation				
SCI LE PETIT BOUREY	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI POUSSON COSNE	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI LOUIS PERGAUD	SAS DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SC DU CLOS BIZOT	SAS DORAS					100,00 %	100,00 %
			Dissolution - Liquidation				
SA DJON BETON	SAS DORAS		MEQ	23,30 %	23,30 %	23,30 %	23,30 %
SCI ESPACE +	SAS DORAS		MEQ	20,00 %	20,00 %	20,00 %	20,00 %
- 8 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE MAURIS BOIS							
SAS LOIRE MATERIAUX	SAS MAURIS BOIS	Fusion absorption par la société MAURIS BOIS - effet rétroactif au 1er janvier 2022				100,00 %	100,00 %

4 **Éléments financiers**

2.3 - Sociétés détenues par les groupes intégrés par mise en équivalence

SOCIETES DETENUES	SOCIETES DETENTRICES	EVENEMENTS DE L'ANNEE	METHODE DE CONSOLIDATION RETENUE DANS LE GROUPE MEQ	AU 31/12/2022		AU 31/12/2021	
				QP CAPITAL DETENU en % DE CONTRÔLE	QP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE	QP CAPITAL DETENU en % DE CONTRÔLE	QP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE
-9- PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE PLATTARD							
SAS PLATTARD CARRELAGES	SAS PLATTARD		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS PLATTARD NEGOCE	SAS PLATTARD		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS PLATTARD BETON	SAS PLATTARD		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS PLATTARD INDUSTRIES	SAS PLATTARD		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS PLATTARD GRANULATS	SAS PLATTARD		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS SOREAL	SAS PLATTARD GRANULATS		I.G	96,10 %	96,10 %	96,10 %	96,10 %
SAS OLLIER BOIS	SAS PLATTARD NEGOCE		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS THIMONIER TRANSPORTS	SAS PLATTARD NEGOCE		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS CHUZEVILLE MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE		I.G	75,00 %	75,00 %	75,00 %	75,00 %
SCI ODETTE	SAS PLATTARD		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS APM	SAS PLATTARD		MEQ	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
SAS BOURG MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE		MEQ	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
SAS TARARE MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE		MEQ	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
SARL ALBON PREFA	SAS PLATTARD INDUSTRIES		MEQ	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
ANCYCLA (EX BEAUJOLAISE DE RECYCLAGE)	SAS PLATTARD GRANULATS		MEQ	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
SARL DDM	SAS PLATTARD GRANULATS		MEQ	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
SAS ETABLISSEMENTS DARGAUD	SAS PLATTARD		MEQ	34,43 %	34,43 %	34,43 %	34,43 %
SAS DP GRANULATS	SAS PLATTARD GRANULATS		MEQ	32,50 %	32,50 %	32,50 %	32,50 %
-10- PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE MATERIAUX SIMC							
SAS TRANSMATLOG	SAS MATERIAUX SIMC		I.G	80,00 %	80,00 %	80,00 %	80,00 %
SAS MS MATERIAUX	SAS MATERIAUX SIMC		MEQ	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %

4 Eléments financiers

2.4 - Évolution du périmètre de consolidation au cours de l'année 2022

Acquisitions d'intérêts minoritaires					
Sociétés	Date	Activité	Evolution du %	% de détention au 31/12/2022	Société détentrice
SAS LA BOITE A OUTILS	02/12/2022	Bricolage	0,10	99,91	SA SAMSE

Opérations de restructuration interne par voie de fusion absorption			
Sociétés	Date effective	Activité	Société absorbante
SAS BILLMAT	01/01/2022	Négoce	SAS CHRISTAUD
SAS LOIRE MATERIAUX	01/01/2022	Négoce	SAS MAURIS BOIS

Sorties du périmètre par voie de dissolution - liquidation			
Sociétés	Date effective	Activité	Société détentrice
SC DU CLOS BIZOT	01/01/2022	Négoce	SAS DORAS
SCI H2O IMMO	01/07/2022	Négoce	SA SAMSE
SCI IMMOBILIERE DIJON	01/07/2022	Bricolage	SAS LA BOITE A OUTILS
SCI IMMOBILIERE MENNECY	01/07/2022	Bricolage	SAS LA BOITE A OUTILS
SCI JURADOR	15/12/2022	Négoce	SAS DORAS
SCI GUILLEMIER	15/12/2022	Négoce	SAS DORAS

Informations complémentaires :

Les mouvements de périmètre qui affectent les sous-groupes consolidés par mise en équivalence ne sont pas traités dans l'évolution du périmètre de consolidation.

Ces mouvements concernent les sociétés SAS PLATTARD et SAS MATERIAUX SIMC.

L'information figure cependant dans la page précédente, dans la colonne intitulée «évènements de l'année».

4 Eléments financiers

Les comptes consolidés du Groupe SAMSE, établis au 31 décembre 2022, regroupent les comptes des sociétés mentionnées ci-dessus et peuvent se résumer ainsi :

	Au 31/12/2022		Au 31/12/2021	
	France	Etranger (1)	France	Etranger (1)
Nombre de sociétés				
Société mère et sociétés consolidées par intégration globale	55	1	63	1
Sociétés consolidées par mise en équivalence	13		13	
sous - total	68	1	76	1
TOTAL	69		77	

(1) Société belge (BELPARMAT) détenue par la SAS DORAS. Société sans activité commerciale, non significative au niveau du Groupe SAMSE.

2.5 - Principaux contributeurs significatifs du Groupe (+ de 10 % du chiffre d'affaires)

Valeurs nettes consolidées	Au 31 décembre 2022					Total consolidé
	SAMSE	LA BOITE A OUTILS	DORAS	M+ MATERIAUX	Autres filiales	
Actifs non courants (y compris les écarts d'acquisition)	155 529	84 712	50 225	69 961	193 623	554 050
Endettement financier hors Groupe	158 742	44 850	51 674	52 207	63 284	370 757
Trésorerie au bilan	76 443	9 770	28 722	14 021	55 655	184 611
Flux de trésorerie liés à l'activité	41 037	35 674	14 789	15 586	17 597	124 683
Dividendes versés dans l'exercice et revenant à la société cotée SAMSE		6 723	6 230	3 929	9 881	26 763

Événements postérieurs à la clôture des comptes

- La société REMAT SERVICES a été absorbée par SAMSE, par voie de transmission universelle de patrimoine, avec effet au 1^{er} janvier 2023.
- Le Groupe SAMSE intensifie sa stratégie de diversification fin janvier 2023 avec une prise de participation (réalisée par l'intermédiaire de sa filiale ETS PIERRE HENRY ET FILS) à hauteur de 45% dans le Groupe PROVVEDI, spécialisé dans l'exploitation forestière, la scierie et la deuxième transformation du bois. Les 55 % complémentaires ont été acquis par le Groupe PLATTARD, lui-même faisant parti des entités mises en équivalence du Groupe SAMSE. Le Groupe PROVVEDI réalise un chiffre d'affaires de 10 millions d'euros et emploie près de 60 personnes.

4 Éléments financiers

Note 3 – Écarts d'acquisition

3.1 - Évolution des écarts d'acquisition

(en milliers d'euros)	Écarts d'acquisition
Valeur brute	
à l'ouverture de l'exercice	68 017
Augmentations / Acquisitions	204
Diminutions / Sorties	
à la clôture de l'exercice	68 221
Dépréciations	
à l'ouverture de l'exercice	26 283
Dépréciations / pertes de valeur	930
à la clôture de l'exercice	27 213
Valeur nette	
à l'ouverture de l'exercice	41 734
à la clôture de l'exercice	41 008

4 Eléments financiers

3.2 - Détail des écarts d'acquisition à l'ouverture et à la clôture de l'exercice

	A l'ouverture	Mouvements				A la clôture
		Augmentations acquisitions	Diminutions sorties	Dépréciations	Virements	
SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS	12 918			330		12 588
SAS DORAS	6 407			240		6 167
SAS M+ MATERIAUX	4 286					4 286
SAS ZANON TRANSPORTS	2 286					2 286
SAS DEDB	1 722					1 722
SAS DEDB						Société absorbée par LA BOITE A OUTILS en 2014
SA SAM	1 433					1 433
SA SAM						Société absorbée par SAMSE en 2004
SAS GAMAG	1 320					1 320
SAS GAMAG						Société absorbée par SAMSE en 2014
SAS TS HABITAT	1 300					1 300
SAS TS HABITAT						Société tupée avec LA BOITE A OUTILS en 2012
SAS LA BOITE A OUTILS	706					706
SA BENET	669					669
SA BENET						Société absorbée par SAMSE en 2004
SAS CO DI PLAST	619					619
SAS CO DI PLAST						Société absorbée par CELESTIN MATERIAUX en 2015
RUDIGOZ	577					577
RUDIGOZ						Société absorbée par SAMSE
SAS BILLMAT	564					564
SAS BILLMAT						Société absorbée par CHRISTAUD en 2022
SAS SOCOBOIS	536					536
PLOTON	523					523
PLOTON						Société absorbée par DORAS en 2012
SOVAPRO & SOVAPRO MHD	494					494
SOVAPRO & SOVAPRO MHD						Société absorbée par BTP DISTRIBUTION en 2020
SAS DEGUERRY	442					442
SAS DEGUERRY						Société absorbée par SAMSE en 2021
SAS LEADER CARRELAGES	433					433
SAS LEADER CARRELAGES						Société absorbée par SAMSE en 2021
SA ROCH MATERIAUX	385					385
SA ROCH MATERIAUX						Société absorbée par SAMSE en 2002
SAS BLANC MATERIAUX	340					340
CSI MATERIAUX	282					282
CSI MATERIAUX						Société absorbée par DORAS en 2010
SAS TC-HP	237					237
SAS TC-HP						Société absorbée par LA BOITE A OUTILS en 2017
SAS EXPOTEO	204					204
SAS EXPOTEO						Société absorbée par SAMSE en 2012
BTP WOIPPY		204				204
LASSERE	189					189
SAS MATERIAUX DES ALPES	182					182
SAS MATERIAUX DES ALPES						Société tupée avec SAMSE en 2011
SARL LECHENNE	176					176
SARL LECHENNE						Société absorbée par SAMSE en 2002
SAS ENTREPÔT DU BRICOLAGE FROMENT	176					176
SA FRANCHEVILLE MATERIAUX	169					169
SA FRANCHEVILLE MATERIAUX						Société tupée avec SAMSE en 2012
SARL ISO-NEG	167					167
SARL ISO-NEG						Société tupée avec M+ MATERIAUX en 2016
SAS FOREZ MAT	161					161
SAS FOREZ MAT						Société absorbée par SAMSE en 2019
SAS MAURIS BOIS	149					149
SARL TRANSPORTS SCHWARTZ	145					145
SA BRICO ALES	132					132
SA BRICO ALES						Société absorbée par COMPTOIR FROMENT en 2008
MOTTY	110					110
MOTTY						Société absorbée par SAMSE
ORNANS	104					104
ORNANS						Société absorbée par DORAS en 2012
SAS LOIRE MATERIAUX	97					97
SAS LOIRE MATERIAUX						Société absorbée par MAURIS BOIS en 2022
SAS SGAC	62					62
SAS SGAC						Société tupée avec SAMSE en 2009
SAS ETS ROGER CLEAU	367			315		52
SAS ETS ROGER CLEAU						Société absorbée par DORAS en 2020
SAS REMAT	27					27
SAS REMAT						Société absorbée par SAMSE en 2021
SAS CLAUDE MATERIAUX	60			45		15
SAS CLAUDE MATERIAUX						Société absorbée par DORAS en 2020
SAS LE COMPTOIR	0					0
SAS LE COMPTOIR						Société absorbée par CELESTIN MATERIAUX en 2021
AUTRES, INDIVIDUELLEMENT NON SIGNIFICATIFS	578					578
Total	41 734	204	—	930	—	41 008

Dépréciations des écarts d'acquisition constatées (en K€)		
Année	Montants	en % des écarts d'acquisition
Antérieures		
à 2012	11 513	
2012	1 495	3,09 %
2013	1 086	2,38 %
2014	2 053	4,38 %
2015	1 685	3,66 %
2016	2 085	4,68 %
2017	1 080	2,52 %
2018	525	1,15 %
2019	1 470	3,26 %
2020	2 361	5,53 %
2021	930	2,23 %
2022	930	2,27 %

Pertes de valeur

L'UGT (Unité Génératrice de Trésorerie) est définie dans le Groupe SAMSE, comme le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des flux de trésorerie (cash-flow) indépendants des flux de trésorerie générés par les autres actifs ou groupes d'actifs.

La réflexion sur la détermination des UGT a été alimentée par l'examen des critères suivants :

- Existence ou non d'un marché actif,
- Importance des relations de dépendance économique entre les différentes unités,
- Découpage opérationnel : manière dont le management organise son reporting,
- Découpage stratégique : manière dont le management prend ses décisions de poursuite ou d'abandon d'activités.

L'implantation des sites répond parfois à plusieurs de ces critères.

Le critère déterminant qui a été retenu est le découpage opérationnel. Ainsi, l'UGT retenue est devenue le site physique (notion d'agence ou de magasin).

Cependant, il existe quelques exceptions pour des sites répondant à un découpage stratégique sur des marchés peu actifs.

Dans ce cas, l'UGT retenue est un ensemble de deux agences, interdépendantes économiquement. Cela concerne 20 couples de 2 sites physiques sur 318 UGT.

Les écarts d'acquisition concernant les sociétés consolidées par mise en équivalence sont classés dans le poste du bilan « Titres mis en équivalence ».

Les écarts d'acquisition au 31 décembre 2022 se répartissent par secteur d'activité sur un même secteur géographique (la France) comme suit :

Négoce	36 735
Bricolage	4 273

Les écarts d'acquisition sont affectés par unité ou groupe d'unités génératrices de trésorerie.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une description détaillée par entité juridique (cf. tableau ci-dessus).

Sur l'ensemble des écarts d'acquisition, UGT par UGT, c'est l'UGT de la société HENRY sur le site de Saint Hilaire du Rosier qui représente le montant le plus important, soit 31 % du montant total des écarts d'acquisition.

Il faut noter également que l'écart d'acquisition concernant DORAS correspond à un ensemble de 48 UGT.

Les tests de dépréciation réalisés sur les UGT (comprenant les écarts d'acquisition affectés) sont basés sur la juste valeur diminuée des coûts de vente.

Pour déterminer la juste valeur diminuée des coûts de vente, il est fait référence aux transactions comparables, en considérant le résultat des transactions récentes portant sur des actifs similaires dans le même secteur d'activité.

4 Eléments financiers

La valorisation repose notamment sur des multiples d'agrégats comptables (chiffre d'affaires et résultat d'exploitation).

Si la juste valeur diminuée des coûts de vente n'est pas corroborée par des transactions comparables, il est alors procédé au calcul de la valeur d'utilité estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs. Des précisions sur la méthode de calcul sont fournies en note 1 - principes comptables - rubrique : dépréciation des écarts d'acquisition.

Sur la base de cette méthode, la valeur recouvrable de chaque UGT à laquelle est affectée une quote-part de la valeur comptable des écarts d'acquisition, fait l'objet d'une analyse permettant de détecter si la valeur d'utilité de l'UGT n'est pas inférieure à la valeur nette comptable de ses actifs.

Cette analyse a conduit à comptabiliser des dépréciations sur les écarts d'acquisition de 5 UGT pour un montant global de **930 milliers d'euros**.

L'analyse de sensibilité, consistant à faire varier raisonnablement les paramètres du test, n'a pas conduit à changer la conclusion de celui-ci.

Le Groupe tient compte également du contexte économique de chaque clôture et a retenu pour 2022 des hypothèses opérationnelles pertinentes et mesurées.

Ces hypothèses reposent sur l'expérience du management et la mise en place rigoureuse de plans d'actions portant sur les taux de marge et sur le développement du chiffre d'affaires.

VENTILATION DES ECARTS D'ACQUISITION

	Valeurs nettes
Négoce	
UGT HENRY (Saint Hilaire du Rosier)	12 588
UGT ZANON TRANSPORTS	2 286
UGT DORAS DIJON	1 581
Autres UGT sans écarts d'acquisition individuellement significatifs	20 280
Bricolage	
Ensemble des UGT	4 273
TOTAL	41 008

4 Eléments financiers

Note 4 – Autres immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	Marques	Logiciels proiciels	Autres	Total
Valeur brute				
à l'ouverture de l'exercice	392	24 929	726	26 047
Augmentations / Acquisitions		1 171		1 171
Diminutions / Sorties		30	13	43
Mouvements de périmètre	Entrées			—
Mouvements de périmètre	Sorties		62	62
Virements		31	72	103
à la clôture de l'exercice	392	26 101	723	27 216
Amortissements / Dépréciations				
à l'ouverture de l'exercice	—	23 452	568	24 020
Dotations aux amortissements		1 438		1 438
Dépréciations / pertes de valeur				—
Reprises de dépréciations / pertes de valeur				—
Diminutions / cessions		30	14	44
Mouvements de périmètre	Entrées			—
Mouvements de périmètre	Sorties		62	62
Virements			72	72
à la clôture de l'exercice	—	24 860	564	25 424
Valeur nette				
à l'ouverture de l'exercice	392	1 477	158	2 027
à la clôture de l'exercice	392	1 241	159	1 792

4 Eléments financiers

Note 5 – Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	Ensembles immobiliers	Droits d'utilisation locations immobilières IFRS 16	Installations techniques	Autres immobilisations corporelles	Droits d'utilisation autres immobilisations IFRS 16	En cours, avances et acomptes	Total
Valeur brute							
à l'ouverture de l'exercice	390 894	203 485	57 758	182 834	14 283	10 350	859 604
Augmentations / Acquisitions	9 944	29 097	2 300	8 427	4 532	24 441	78 741
Diminutions / Sorties	5 584	2 180	2 695	4 733	1 958	50	17 200
Mouvements de périmètre	Entrées	1 100				83	1 183
Mouvements de périmètre	Sorties						0
Virements	6 244		400	2 931	422	-11 081	-1 084
à la clôture de l'exercice	402 598	230 402	57 763	189 459	17 279	23 743	921 244
Amortissements / Dépréciations							
à l'ouverture de l'exercice	223 438	45 174	38 431	137 024	7 514	0	451 581
Dotations aux amortissements	11 687	18 038	4 465	13 238	4 740		52 168
Dépréciations / pertes de valeur	277						277
Reprises de dépréciations / pertes de valeur	608			111			719
Diminutions / cessions	3 657	380	2 202	4 664	1 899		12 802
Mouvements de périmètre	Entrées						0
Mouvements de périmètre	Sorties						0
Virements	902		126	-159	41		910
à la clôture de l'exercice	232 039	62 832	40 820	145 328	10 396	0	491 415
Valeur nette							
à l'ouverture de l'exercice	167 456	158 311	19 327	45 810	6 769	10 350	408 023
à la clôture de l'exercice	(1) 170 559	167 570	16 943	44 131	6 883	23 743	429 829

(1) Pas d'actif immobilier destiné à la vente au 31 décembre 2022 (588 milliers d'euros au 31 décembre 2021). Ces actifs figurent sur l'état de la situation financière consolidée au niveau de la ligne «Actifs classés comme détenus en vue de la vente».

Les immobilisations corporelles ont fait l'objet d'une analyse approfondie quant à la détermination d'éventuelles pertes de valeur qui auraient pu apparaître au cours de l'année 2022.

En ce qui concerne les ensembles immobiliers, qui représentent 66,8 % des immobilisations corporelles nettes hors IFRS 16, le Groupe a mis en œuvre une démarche pour identifier tout indice de perte de valeur.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur sur cette catégorie d'actif, un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable de l'actif à sa valeur actuelle.

A titre de règle pratique, le Groupe détermine la valeur vénale ; cette valeur représente le montant qui pourrait être obtenu à la date de clôture ou à une autre date prédéterminée de la vente d'un actif lors

d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, net des coûts de sortie.

Au 31 décembre 2022, aucune dépréciation pour perte de valeur n'a été constatée.

Conformément à IFRS 5, le Groupe présente les actifs destinés à être cédés sur une ligne distincte de l'état de la situation financière. Au 31 décembre 2022, le Groupe ne dispose pas d'actif destiné à la vente.

4 Eléments financiers

5.1 - Écarts de première consolidation affectés

Les valeurs du bilan comprennent les écarts de première consolidation affectés selon détail ci-dessous :

	Valeur brute au 01/01/2022	Valeur nette au 01/01/2022	Entrées dans le périmètre	Sorties du périmètre	Cessions	Valeur brute au 31/12/2022	Valeur nette au 31/12/2022
Terrains	5 233	5 029			13	5 220	5 016
Constructions	13 522	2 015				13 522	1 729
Total	18 755	7 044	0	0	13	18 742	6 745

5.2.a - Contrats de location financement (crédit-bail immobilier)

	Terrains	Constructions	Total
Valeur brute			
à l'ouverture de l'exercice	1 493	16 141	17 634
Augmentations / Acquisitions			
Diminutions / Sorties			
Mouvements de périmètre			
à la clôture de l'exercice	1 493	16 141	17 634
Amortissements			
à l'ouverture de l'exercice	0	13 227	13 227
Dotations aux amortissements		387	387
Diminutions / Sorties			
Mouvements de périmètre			
à la clôture de l'exercice	0	13 614	13 614
Valeur nette			
à l'ouverture de l'exercice	1 493	2 914	4 407
à la clôture de l'exercice	1 493	2 527	4 020

5.2.b - Contrats de location financement (crédit-bail mobilier)

	Installations techniques	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeur brute			
à l'ouverture de l'exercice	324	2 993	3 317
Augmentations / Acquisitions		220	220
Diminutions / Sorties	11	154	165
Mouvements de périmètre			0
à la clôture de l'exercice	313	3 059	3 372
Amortissements			
à l'ouverture de l'exercice	269	1 906	2 175
Dotations aux amortissements	29	255	284
Diminutions / Sorties	11	144	155
Mouvements de périmètre			0
à la clôture de l'exercice	287	2 017	2 304
Valeur nette			
à l'ouverture de l'exercice	55	1 087	1 142
à la clôture de l'exercice	26	1 042	1 068

4 Eléments financiers

5.3.a - Information sur la dette de crédit-bail immobilier

	2022	2021
Valeur résiduelle de la dette à la clôture de l'exercice	241	302
Echéancier de la dette résiduelle à la clôture de l'exercice :		
Moins d'un an	64	61
De 2 à 5 ans	177	241
Plus de 5 ans		
	241	302

5.3.b - Information sur la dette de crédit-bail mobilier

	2022	2021
Valeur résiduelle de la dette à la clôture de l'exercice	571	638
Echéancier de la dette résiduelle à la clôture de l'exercice :		
Moins d'un an	242	261
De 2 à 5 ans	329	377
	571	638

5.4 - Infrastructures d'exploitation (Terrains et Constructions)

Les infrastructures d'exploitation se répartissent comme suit :
(les infrastructures d'exploitation des sociétés mises en équivalence ne sont pas prises en compte)

4 Eléments financiers

Infrastructures d'exploitation du Groupe SAMSE

AGENCES DE NEGOCE							
* propriété du Groupe	superficie en m ²	tènement mixte	superficie en m ²	location simple	superficie en m ²	bail à constructon	superficie en m ²
SA SAMSE							
Aix les Bains	9 766	Gap	33 004	Alès	15 246	Cluses	18 649
Albertville	23 972	Meximieux	27 238	Annonay	17 907	Embrun	13 039
Annemasse	1 123	Modane	4 870	Bernis	11 425	Joyeuse	6 228
Aubenas	25 040	Saint Martin d'Hères	35 961	Cornillon	15 087	Vienne	16 820
Barcelonnette	15 829	Veynes	9 051	Crolles	7 198		
Bellegarde	12 014			Echirrolles (CAREO)	3 000		
Bourg d'Oisans	8 209			Eybens	6 690		
Bourg Saint Maurice	11 689			Gap (CAREO)	2 200		
Briançon	16 552			Guillestre	12 000		
Chambéry	4 968			La Grand Combe	5 700		
Château Arnoux	4 606			Lans en Vercors	4 500		
Corbas	22 416			Beauvoisin	15 137		
Digne	19 845			Margencel	12 537		
Digne (CAREO)	3 910			Meythet (CAREO)	2 392		
La Motte Servolex	14 817			Monistrol	8 046		
La Mure	10 000			Montpezat	4 015		
La Tour de Salvagny	15 946			Montréal la Cluse	18 532		
La Tour du Pin	15 307			Nozières	18 085		
Largentière	7 818			Pontcharra	10 000		
Le Pouzin	10 080			Saint Ambroix	14 063		
Lyon	4 114			Saint Etienne	14 431		
Moirans	18 657			Saint Etienne MPPI	7 000		
Montélimar	17 519			Saint Firmin	6 350		
Moutiers	6 908			Moirans	10 151		
Privas	8 115			Saint Priest	19 335		
Pusignan	10 618			Sury Le Comtal	6 762		
Ruoms	8 635			Tassin la demi lune	4 214		
Saint Etienne de Saint Geoirs	10 063			Vallon Pont d'Arc	4 558		
Saint Forgeux	6 830						
Saint Genis Laval	17 146						
Saint Genis Pouilly	16 898						
Saint Jean de Maurienne	9 029						
Saint Julien en Genevois	10 467						
Saint Marcellin	13 943						
Saint Pierre d'Albigny	9 335						
Saint Quentin Fallavier	20 000						
Saint Savin	16 881						
Seyne les Alpes	5 970						
Sillingy	31 474						
Sisteron	20 820						
Valence	24 738						
Vif	8 000						
Ville la Grand	19 074						

* Propriété : tènement immobilier dont le Groupe est propriétaire (tènements figurant dans ses actifs).

Tènement mixte : immobilier dont une partie est propriété du Groupe, le reste appartient à un propriétaire externe et fait l'objet d'un bail commercial ou bail à construction.

Location simple : tènement immobilier appartenant à un propriétaire externe et faisant l'objet d'un bail commercial.

Bail à construction : tènement immobilier appartenant à un propriétaire externe et faisant l'objet d'un bail à construction.

Les superficies exprimées correspondent à la superficie globale des terrains.

4 Eléments financiers

Infrastructures d'exploitation du Groupe SAMSE

AGENCES DE NEGOCE					
* propriété du Groupe	superficie en m ²	tènement mixte	superficie en m ²	location simple	superficie en m ²
SAS BLANC MATERIAUX					
		Annot	3 158	Colmars les Alpes	14 925
				La Mure Argens	3 732
SA CHRISTAUD					
Aubenas	1 340			Ambarés et Lagrave	3 724
Beaumont les Valence	7 294			Castelculier	543
Bourgoin Jallieu	950			Clermont Ferrand	3 222
Coutances	7 812			Cluses	590
Echiroles	8 618			Colombelles	5 615
Meyzieu	3 000			Dannemarie sur Crête	2 852
Voglans	4 000			Etupes	170
				Fegersheim	260
				Gap	500
				Grand Couronne	960
				Haguenu	2 187
				La Talaudière	413
				Lagny sur Marne	2 004
				Lens	4 200
				Montauban	402
				Ploumagoar	2 823
				Saint Léonard	3 890
				St Denis les Bourg	342
				St Germain Laprade	1 980
				St Jacques de la Lande	18 061
				Tours	2 000
				Vire	4 571
				Woustviller	236
SAS CELESTIN MATERIAUX					
Bourgoin Jallieu	8 628			Aubenas	3 618
Chassieu	5 615			Beaumont les Valence	5 714
Irigny	6 275			Castelculier	6 699
				La Talaudière	4 587
				Montauban	4 584
				Nîmes	3 645
				Pierrelatte	8 800
				Pusignan	8 010
				Vienne	3 010
				Villeneuve sur Lot	3 909
				Vinsobres	10 600
SAS BTP DISTRIBUTION					
Fegersheim	11 271			Châlon sur Saone	5 154
Haguenu	24 227			Dannemarie sur Crete	13 960
Richwiller	21 036			Dijon	14 924
Woippy	12 912			Etupes	5 530
Woustviller	14 739			Talange- Hagondange	500
SAS MAURIS BOIS					
Argonay	59 802	Seyssins	16 697	Briançon	4 066
Meyzieu	15 671			Montélimar	5 000
Sallanches	8 775				
Sorbiers	21 307				
Valence	8 236				
Voiron	5 797				
SARL REMAT SERVICES					
				Saint Jean de Moirans	100

4 Eléments financiers

AGENCES DE NEGOCE							
* propriété du Groupe	superficie en m ²	tènement mixte	superficie en m ²	location simple	superficie en m ²	bail à construction	superficie en m ²
SA DORAS							
Arbois	13 736	Crottet	13 773	Baume les Dames	3 062	Nevers jonction	3 063
Arcy sur Cure	7 003	Luxeuil (Caréo)	3 450	Beaune	23 829		
Besançon	16 300			Bourq en Bresse	4 409		
Béthoncourt	12 548			Boz	9 969		
Chalindrey	6 206			Brethenay	5 658		
Chenôve	33 030			Chenôve 6	42 250		
Ciel	9 344			Chenôve Bois	700		
Cluny	9 845			Dijon	11 970		
Corbigny	9 700			Fain les Montbard	12 430		
Cosne sur Loire	8 547			Nuits Saint Georges	10 124		
Decize	7 596			Ormans	5 119		
Dole	17 000			Polisot	5 055		
Dracy le Fort	42 335			Remiremont	10 352		
Gueugnon	7 698			Rioz	10 457		
Is sur Tille	14 162			Saint Dizier	10 614		
Joigny	7 588			Saint Marcel	24 130		
Langres	11 473			Saint Thibault	5 213		
Le Creusot	9 054			Saint Usage	11 569		
Lons le Saunier	17 430			Toucy	11 828		
Macon	12 468						
Montceau les Mines	20 238						
Moulins Engilbert	5 779						
Nevers Saint Eloi	30 466						
Pont sur Yonne	6 467						
Pontarlier	15 214						
Saint Satur	5 612						
Sainte Colombe sur Seine	10 554						
Semur en Auxois	11 507						
Seurre	6 900						
Torcy le Grand	5 619						
Vesoul	10 286						
Villegusien le Lac	11 323						
SAS SOCOBOIS					Rosières-près-Troyes	38 622	
SAS M+ MATERIAUX							
Aqde	7 956	Hossegor	3 405	Agen	13 869		
Bergerac	15 000	Sarlat	23 981	Alès	9 046		
Carcassonne	6 324			Arzelès	5 688		
Castelginest (Socobois)	32 424			Aureilhan	5 195		
Castres	7 819			Baillarques	15 179		
Claira	11 510			Baillarques PPI	7 100		
Conqénies	7 296			Beziere (MPPI)	5 166		
Le Buisson de Cadouin	12 285			Brive	14 173		
Pevriac-Minervois	4 413			Brive (MPPI)	17 350		
Saint Loubes	7 717			Béziers	10 550		
Saint Jean d'Ilac	12 310			Canhoes	4 000		
Villeneuve s/ Lot (Allez)	20 091			Carcassonne (GO)	8 790		
				Castanet Tolosan	9 264		
				Castelginest	8 000		
				Colombiers	4 000		
				Colombiers 2	3 300		
				Cornebarrieu	10 977		
				Dax	4 800		
				Fenouillet	6 722		
				Floirac	3 790		
				Frontignan	4 666		
				Lézignan (MPPI)	2 063		
				Lézignan-Corbières	8 978		
				Montauban	12 620		
				Montpellier	7 915		
				Montredon	12 587		
				Mouquerre	7 015		
				Méridnac charpente	8 591		
				Méridnac MPPI	2 050		
				Naves (Tulle)	7 510		
				Nimes	8 750		
				Paulhan	5 218		
				Perpignan (Caréo)	1 101		
				Perpignan REH	1 900		
				Portet sur Garonne	7 309		
				Périsqueux	13 620		
				Ria	6 736		
				Rodez	6 622		
				Roques	6 534		
				Saillagouse	1 500		
				Saint Alban	3 898		
				Saint Chely d'Apcher	3 980		
				Salles	9 068		

4 Eléments financiers

Infrastructures d'exploitation du Groupe SAMSE

MAGASINS DE BRICOLAGE							
* propriété du Groupe	superficie en m ²	tènement mixte	superficie en m ²	location simple	superficie en m ²	bail à construction	superficie en m ²
SAS LA BOITE A OUTILS							
Annecy (Seynod)	17 203	Bassens	23 400	Alès	16 702	Albertville	8 900
Annemasse	14 276	Briançon	12 798	Aubenas	14 245		
Arles	20 000	Décines	9 498	Dijon	19 423		
Château-Thierry	16 016	Saint Jean de Moirans	31 059	Drumettaz	9 000		
Echirolles	22 423			Gap	8 029		
L'Isle d'Abeau	11 910			La Tour du Pin	12 429		
Le Creusot	11 184			Le Pont de Beauvoisin	8 769		
Narbonne	18 370			Margencel	13 346		
Nîmes	18 136			Montélimar	15 383		
Saint Julien en Genevois	2 489			Privas	944		
Saint Martin d'Hères	14 146			Remiremont	9 002		
Thyez	17 816			Romans	8 000		
				Saint Jean de Maurienne	11 278		
				Thonon	9 138		
				Sallanches	14 065		
UNITES LOGISTIQUES							
* propriété du Groupe	superficie en m ²	tènement mixte	superficie en m ²	location simple	superficie en m ²	bail à construction	superficie en m ²
SA SAMSE							
Brézins	107 759			Viriville	8 329		
SAS LA BOITE A OUTILS							
Brézins	11 400						
SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS							
				Saint Hilaire du Rozier	37 620		
				Vinay/Beaulieu	26 363		
SA CHRISTAUD							
Brezins (ex LOG-EAU)	700						
SAS MAT APPRO							
Brezins	178						
SARL TRANSPORTS SCHWARTZ							
				Haguenau	1 000		
SARL SUD APPRO							
				Potelières	2 100		
CENTRALES PHOTOVOLTAIQUES							
* propriété du Groupe	superficie en m ²	tènement mixte	superficie en m ²	location simple	superficie en m ²	bail à construction	superficie en m ²
SARL EPPS							
Aix les Bains	642			Barcelonnette	665	Vitrolles	600
Beaumont les Valence	465			Cadenet	614		
Gap	550			Meyreuil	641		
La Motte Servolex	463			Mouans Sartoux	280		
La Mure	467			Saint Savin	636		
Lyon	240			Valence	665		
Montélimar	667			Le Pont de Beauvoisin	666		
Pusignan	220						
Ruoms	657						
Saint Etienne de Saint Geoirs	360						
Saint Marcellin	222						
Sillingy	667						
Vif	487						
CENTRES ADMINISTRATIFS							
* propriété du Groupe	superficie en m ²	tènement mixte	superficie en m ²	location simple	superficie en m ²	bail à construction	superficie en m ²
SA SAMSE							
Brézins	12 000						
SA DORAS							
Chenôve	1 300						
SAS M+ MATERIAUX							
Claira	1 000						
SIEGE SOCIAL GROUPE							
* propriété du Groupe	superficie en m ²	tènement mixte	superficie en m ²	location simple	superficie en m ²	bail à construction	superficie en m ²
SA SAMSE							
Grenoble	21 420						

4 Eléments financiers

Le Groupe SAMSE au travers de ses deux activités (Négoce de matériaux de construction et Bricolage) est propriétaire de **120 points de vente**.

156 points de vente sont en location dans le cadre de baux commerciaux ou de baux à construction, et **15 sites** sont mixtes avec une partie des surfaces en propriété, le reste faisant l'objet de locations immobilières.

Les superficies mentionnées ci-après, sont totalement utilisées pour l'exploitation.

Le nombre de points de vente est de **291 dont 259 pour l'activité Négoce et 32 pour l'activité**

Bricolage. Au total, cela représente une superficie de **3 097 015 m², dont 2 657 638 m² pour l'activité Négoce et 439 377 m² pour l'activité Bricolage**.

En outre, le Groupe SAMSE dispose de **7 Unités Logistiques** dont la Plateforme de stockage de Brézins, **de 3 centres administratifs** et d'un **Siège Social** pour une superficie globale de **231 169 m²**.

Le Groupe SAMSE dispose également de **21 centrales photovoltaïques** réparties sur une surface totale de **10 874 m²**.

Note 6 – Titres mis en équivalence

6.1 - Valeur des titres mis en équivalence

à l'ouverture de l'exercice		54 835
Augmentations		8 264
Diminutions		2 805
Mouvements de périmètre	Entrée	
Mouvements de périmètre	Sortie	
à la clôture de l'exercice		60 294

6.2 - Détails des titres mis en équivalence (1)

	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
PLATTARD (Groupe)	30 743	28 189
MATERIAUX SIMC (Groupe)	18 012	16 268
SA DIJON BETON	2 793	2 744
SAS BOURG MATERIAUX	2 605	2 023
SAS RG BRICOLAGE	1 959	1 937
SCI ENTREPOT FROMENT	1 413	1 312
SAS DIDIER	1 231	1 153
SCI CHABER	938	827
SCI ENTREPOT NIMES	246	192
SAS TARARE MATERIAUX	259	102
SCI LE CARREAU	82	80
SCI ESPACE PLUS	13	8
Total	60 294	54 835

(1) dont écarts d'acquisition affectés (cf. note 6.4)

6.3 - Informations générales sur les entreprises associées et coentreprises :

Toutes les entreprises associées du Groupe sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Il n'existe pas de coentreprise significative au niveau du Groupe SAMSE.

4 Eléments financiers

Les informations générales sur les sociétés mises en équivalence sont détaillées ci-dessous :

(en milliers d'euros)	% de détention	QP de capitaux propres avant résultat	Résultat de l'exercice	Quote part de résultat	Dividendes ou quote part de résultat reçus	Chiffre d'affaires	Secteur d'Activité	Effectif moyen
données consolidées								
PLATTARD (Groupe)	33,99	27 031	10 920	3 712	1 156	263 428	Négoce	598
MATERIAUX SIMC (Groupe)	44,59	15 663	5 266	2 348	779	178 179	Négoce	556
SA DIJON BETON	23,30	2 770	103	24	0	35 599	Négoce	59
SAS BOURG MATERIAUX	50,00	2 037	1 136	568	0	21 922	Négoce	33
SAS RG BRICOLAGE	39,98	1 168	1 978	791	766	19 369	Bricolage	66
SAS DIDIER	25,00	1 053	710	178	113	15 276	Négoce	44
SCI ENTREPOT FROMENT	40,00	1 111	754	302	200	1 610	Bricolage	0
SCI CHABER	40,00	826	278	111	0	451	Bricolage	0
SCI LE CARREAU	20,00	65	82	16	15	76	Bricolage	0
SCI ENTREPOT NIMES	40,00	192	134	54	0	1 076	Bricolage	0
SCI ESPACE PLUS	20,00	6	35	7	2	47	Négoce	0
SAS TARARE MATERIAUX	50,00	105	308	154	0	5 148	Négoce	13

Les deux principales entités du Groupe mises en équivalence sont le Groupe PLATTARD et MATERIAUX SIMC. Ces deux entités appartiennent au secteur opérationnel «Négoce».

Les éléments financiers de ces deux entités pour les exercices 2022 et 2021, établis en conformité avec les normes IFRS, se résument comme suit :

	Groupe PLATTARD		MATERIAUX SIMC		Autres entités Négoce		Entités Bricolage	
	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
Chiffre d'affaires	263 428	239 509	178 179	169 237	77 992	64 475	22 582	21 859
Résultat opérationnel courant	13 749	12 707	7 633	8 256	3 080	2 565	4 758	4 744
Résultat net	10 994	10 218	5 266	5 425	2 292	1 795	3 226	3 215
Autres éléments du résultat global	0	0	420	-151	86	4	23	13
Résultat global total	10 994	10 218	5 686	5 274	2 378	1 799	3 249	3 228
Part attribuable aux actionnaires	10 919	10 132	5 686	5 274	2 378	1 799	3 249	3 228
Part attribuable aux intérêts non contrôlants	75	86	0	0	0	0	0	0
Actifs non courants	105 924	105 269	58 881	59 204	11 221	11 135	33 812	35 256
Actifs courants (y compris actifs destinés à être cédés)	129 072	114 191	74 579	75 804	26 976	25 620	5 738	4 915
Dettes non courantes	71 346	66 683	45 759	43 560	3 514	4 691	22 786	24 805
Dettes courantes	72 678	69 318	48 130	55 678	14 148	13 559	5 785	5 146
Actifs nets	90 972	83 459	39 571	35 770	20 535	18 505	10 979	10 220
Part attribuable aux actionnaires	90 447	82 934	39 571	35 770	20 535	18 505	10 979	10 220
Part attribuable aux intérêts non contrôlants	525	525	0	0	0	0	0	0
Quote part d'actifs nets à l'ouverture de l'exercice	28 189	25 560	15 902	14 036	5 503	4 922	4 009	3 715
Résultat global total attribuable au Groupe	3 711	3 444	2 535	2 352	960	741	1 283	1 271
Dividendes reçus	1 156	816	779	496	115	166	980	977
Autres mouvements / Cessions	-1	1	-13	10	25	6	-12	
Quote part d'actifs nets à la clôture de l'exercice	30 743	28 189	17 645	15 902	6 373	5 503	4 300	4 009
Ecart d'acquisition	0	0	366	366	527	527	338	338
Titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice	30 743	28 189	18 011	16 268	6 900	6 030	4 638	4 347

6.4 - Écarts d'acquisition des sociétés mises en équivalence

	au 31/12/2022	au 31/12/2021
SA DIJON BETON	235	235
SAS MATERIAUX SIMC	366	366
SAS RG BRICOLAGE	338	338
SAS DIDIER	292	292
Total	1 231	1 231

4 Eléments financiers

Note 7 – Titres de sociétés non consolidées

7.1 - Informations générales sur les titres de sociétés non consolidées

(en milliers d'euros)	% de détention	Capitaux propres avant résultat	Résultat net de l'exercice	Valeur comptable brute des titres détenus	Dépréciation des titres	Valeur nette comptable des titres détenus	Juste Valeur des titres détenus	Dividendes reçus	Chiffre d'affaires	Secteur d'activité	Effectif moyen
SA DUMONT INVESTISSEMENT	2,42	51 211	41 042	8 627	0	8 627	9 074	356	3 044	Négoce	4
SAS MCD	25,00	78	447	18	0	18	18	228	11 406	Négoce	5
DIVERS	0,00	0	0	5	0	5	5	0	0	Négoce	0
Total		51 289	41 489	8 650	0	8 650	9 097	584	14 450		9

7.2 - Juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente

En fin d'exercice, les titres DUMONT INVESTISSEMENT ont été appréciés à leur juste valeur pour un montant de **9 074 milliers d'euros** et la variation nette de juste valeur de l'année a été comptabilisée dans les capitaux propres pour un montant de **-70 milliers d'euros**.

Détail de la variation de juste valeur enregistrée en capitaux propres :

Plus value potentielle au 31 décembre 2021					11 375
Juste valeur transférée au compte de résultat / cessions de l'exercice					-10 857
Impact de la réévaluation des titres acquis au 31 décembre 2022					-70
Plus value potentielle au 31 décembre 2022					448
Variation de la juste valeur des actions DUMONT INVESTISSEMENT sur l'exercice 2022					-70
Variation constatée dans les capitaux propres					-70
Valeur des titres au 01/01/2022	Cessions de titres au cours de l'exercice 2022	Acquisitions de titres au cours de l'exercice 2022	Impact de la réévaluation des titres acquis au 31/12/2022	Valeur des titres au 31/12/2022	
33 613	-26 541	2 072	-70	9 074	

Les actions DUMONT INVESTISSEMENT sont valorisées selon une méthode fixée par un expert indépendant. La méthode est basée sur une approche patrimoniale consistant à ajouter aux capitaux propres de la société la plus-value théorique dégagée entre la valeur comptable des actions SAMSE détenues à l'actif du bilan et leur valorisation selon la méthodologie définie par l'expert indépendant.

En application de cette méthode d'évaluation, la valeur de l'action DUMONT INVESTISSEMENT ressort à 230,64 € au 31 décembre 2022.

Au cours de l'exercice 2022, le Groupe SAMSE a cédé 102 425 titres DUMONT INVESTISSEMENT. Le prix de vente total s'élève à 26 541 milliers d'euros avec une valeur nette comptable des titres cédés équivalente.

4 Eléments financiers

7.3 - Évolution des titres de sociétés non consolidées

Valeur brute	
à l'ouverture de l'exercice	33 736
Augmentations / Acquisitions	2 072
Diminutions / Sorties	26 541
Variation de juste valeur des titres acquis au 31 décembre 2021 (par capitaux propres)	-70
à la clôture de l'exercice	9 197
Dépréciations	
à l'ouverture de l'exercice	100
Dotations	
Reprises	
à la clôture de l'exercice	100
Valeur nette	
à l'ouverture de l'exercice	33 636
à la clôture de l'exercice	9 097

Note 8 – Autres actifs financiers immobilisés

(en milliers d'euros)	Créances sur participation (1)	Autres actifs financiers	Total
Valeur brute			
à l'ouverture de l'exercice	11 041	3 034	14 075
Augmentations / Acquisitions	4 489	291	4 780
Diminutions / Sorties	12 571	240	12 811
Mouvements de périmètre			—
Virements		9	9
à la clôture de l'exercice	2 959	3 094	6 053
Dépréciations			
à l'ouverture de l'exercice		28	28
Dotations			—
Reprises		7	7
Mouvements de périmètre			—
Virements			
à la clôture de l'exercice		21	21
Valeur nette			
à l'ouverture de l'exercice	11 041	3 006	14 047
à la clôture de l'exercice	2 959	3 073	6 032
(1) détail des créances sur participations			
SCI ENTREPOT FROMENT	1 663		
SAS BOURG MATERIAUX	400		
SAS TARARE MATERIAUX	896		
Total	2 959		

4 Eléments financiers

Analyse par nature d'instruments financiers :

	Valeur nette	
	2022	2021
Actifs financiers disponibles à la vente :		
Titres de participation non consolidés	9 097	33 636
Prêts, créances et dettes émis par l'entreprise :		
Créances sur participations	2 959	11 041
Autres actifs financiers	3 073	3 006
Total	15 129	47 683

Au 31 décembre 2022, l'ensemble de ces actifs ne présente pas de risque de non recouvrement.

Note 9 – Stocks de marchandises

(en milliers d'euros)	2022			2021		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Marchandises Négoce	325 588	18 684	306 904	295 208	17 988	277 220
Marchandises Bricolage	77 200	4 037	73 163	76 558	3 484	73 074
Total	402 788	22 721	380 067	371 766	21 472	350 294

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré, majoré des coûts de transport et d'un coefficient d'approche.

Ils sont minorés de l'impact des rabais, remises, ristournes et des escomptes obtenus sur les achats. Une provision pour dépréciation, effectuée article par article, est calculée en tenant compte du taux de rotation du stock depuis le début de l'exercice et éventuellement de l'obsolescence liée à l'évolution

des techniques utilisées. Dans un contexte de marché impacté par une inflation très forte sur certaines familles de produits combiné à une probabilité importante de baisse significative des prix de vente sur l'exercice à venir, une provision pour dépréciation des stocks a été comptabilisée pour un montant de 2,1 millions d'euros au 31/12/2022 (3,5 millions d'euros au 31/12/2021), et non déduite fiscalement.

Note 10 – Clients et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	2022			2021		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Clients et comptes rattachés Négoce	246 637	30 347	216 290	211 836	27 785	184 051
Clients et comptes rattachés Bricolage	4 243	162	4 081	2 921	139	2 782
Total	250 880	30 509	220 371	214 757	27 924	186 833

La provision pour dépréciation des comptes clients a fait l'objet pour chaque société du Groupe, d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus.

4 Eléments financiers

10.1 - Balance âgée des créances clients

	Valeur brute 2022	Valeur brute 2021
Non échues	192 890	165 570
Retard n'excédant pas un mois	11 797	11 020
Retard compris entre un et deux mois	8 567	5 844
Retard compris entre trois et cinq mois	6 645	4 052
Au-delà	30 981	28 271
Total	250 880	214 757

Les créances clients résultent des ventes réalisées, et sont réparties sur l'ensemble du périmètre du Groupe.

Il n'existe pas de concentration majeure du risque de non recouvrement.

Le Groupe applique cependant une politique de prévention du risque client par un recours à l'assurance-crédit et autres formes de garantie.

En règle générale, le Groupe est amené à constater une dépréciation pour les retards au-delà de trois mois.

Le tableau suivant, indique le % de provision constaté sur les retards de paiements considérés :

	2022	2021	% de variation
Créances clients échues depuis 1 mois et au-delà (H.T.)	38 494	31 806	21,03
Provision constatée	30 509	27 924	9,26
% de créances impayées couvertes par une provision	79,26	87,79	

10.2 - Provisions pour dépréciation

CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	2022	2021
Provisions pour dépréciation en début d'exercice	27 924	29 261
Dotations de l'exercice aux provisions	8 732	6 279
Reprises de provisions pour dépréciation :	6 147	7 616
▪ utilisées (1)	3 064	3 613
▪ non utilisées	3 083	4 003
Mouvements de périmètre entrée		
Mouvements de périmètre sortie		
Provisions pour dépréciation en fin d'exercice	30 509	27 924

(1) pertes sur créances irrécouvrables (enregistrées dans le poste «Autres produits et charges de l'exploitation courante»).

Note 11 – Autres créances d'exploitation

(en milliers d'euros)	2022			2021		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Autres créances Négoce (1)	104 855	464	104 391	103 010	63	102 947
Autres créances Bricolage (1)	11 705		11 705	22 125		22 125
Charges constatées d'avance Négoce	2 665		2 665	2 496		2 496
Charges constatées d'avance Bricolage	1 644		1 644	657		657
Total	120 869	464	120 405	128 288	63	128 225

(1) détail ci-après

	2022	2021
(1) Les autres créances d'exploitation qui représentent un montant global net de : se décomposent de la manière suivante :	116 096	125 072
Remises, rabais et ristournes à recevoir (a)	32 004	49 046
Fournisseurs débiteurs (a)	20 807	24 829
Avoirs et sommes diverses à recevoir (a)	15 108	14 036
Créances sur cessions d'immobilisations	48	183
Créances de TVA	32 012	29 597
Débiteurs divers	9 727	4 777
Créances sociales	1 927	622
Etat - impôt sur les sociétés	3 751	1 565
Autres créances fiscales	702	399
Autres créances diverses	10	18

Les autres créances de l'exploitation sont constituées principalement des remises, rabais et ristournes à recevoir des fournisseurs.

(a) Les CPV (Conditions Particulières de Ventes) correspondent aux remises accordées pour l'exercice par les fournisseurs sur la base de dispositions contractuelles et de volumes d'achats réalisés.

Les COOP (Services de Coopérations Commerciales) donnent lieu à des facturations émises sur la base de contrats de prestations de services dont le contenu et la rémunération sont définis entre les fournisseurs et la société.

A la clôture de l'exercice, la Direction évalue les avoirs à recevoir relatifs aux CPV sur la base des dispositions contractuelles définies avec chaque fournisseur et des statistiques d'achats issues du système de gestion de Groupe. La provision pour avoirs à recevoir est diminuée des avoirs versés par ces fournisseurs et comptabilisés au cours de l'exercice relatifs à ces contrats.

4 Eléments financiers

Les factures à établir relatives aux COOP sont estimées sur la base des contrats conclus pour l'exercice et pour lesquels les prestations ont été effectuées mais non encore facturées.

Compte tenu des intérêts financiers communs entre les différentes sociétés du Groupe SAMSE et afin d'améliorer la facturation, le recouvrement et le règlement des CPV et COOP, une convention de centralisation des règlements a été établie, pour une durée indéterminée.

Les schémas de comptabilisation de cette convention conduisent à faire apparaître distinc-

tement les montants des créances et des dettes relatives à ces opérations.

Les soldes figurant en créances et en dettes correspondent aux positions avec les sociétés mises en équivalence.

Aucune des autres créances ne présente un risque significatif de non recouvrement ; ce qui explique le faible montant des provisions pour dépréciation.

Note 12 – Disponibilités et équivalents de trésorerie

	au 31/12/2022	au 31/12/2021
Valeurs mobilières de placement Négoce	67 088	20 069
Valeurs mobilières de placement Bricolage	—	—
Disponibilités Négoce	106 653	119 125
Disponibilités Bricolage	10 870	6 571
Total	184 611	145 765

Trésorerie nette à la clôture

	2022	2021
Valeurs mobilières de placement	67 088	20 069
Disponibilités	117 523	125 696
Trésorerie passive	-6 287	-6 397
Total	178 324	139 368

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les comptes bancaires et les soldes de caisse, ainsi que les valeurs mobilières de placement constituées de comptes de dépôt à terme et de SICAV monétaires en euros.

Ces valeurs mobilières répondent aux différents critères pour pouvoir être reconnues en équivalents de trésorerie : il s'agit de placements à court terme

qui à l'origine ont une échéance inférieure ou égale à trois mois (la durée de placement peut aller jusqu'à six mois si tous les autres critères sont respectés), très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les critères d'IAS 7 des placements à court terme sont respectés.

4 Eléments financiers

Note 13 – Capitaux propres

13.1 - Composition du capital social

Le capital social entièrement libéré est constitué par 3 458 084 actions de 1 € de valeur nominale chacune.

Nombre d'actions de la société en circulation			
	Actions émises	Actions propres détenues	Actions en circulation
	3 458 084	32 785	3 425 299

13.2 - Capitalisation boursière

	Actions émises	Cours de bourse au 31/12/2022	Capitalisation boursière en €
	3 458 084	187,50	648 390 750

Évolution du capital social au cours des quatre dernières années :

	Valeur nominale de l'action en €	Nombre d'actions		Augmentation de capital	Montant du capital social en €
		émises	total		
Au 31 décembre 2019	1	0	3 458 084	0	3 458 084
Au 31 décembre 2020	1	0	3 458 084	0	3 458 084
Au 31 décembre 2021	1	0	3 458 084	0	3 458 084
Au 31 décembre 2022	1	0	3 458 084	0	3 458 084

13.3 - Intérêts non contrôlants

	2022	2021
La part hors Groupe dans les réserves représente un montant de :	7 414	7 093
La part hors Groupe dans le résultat représente un montant de :	2 919	3 040
Total	10 333	10 133

- **Rachat d'intérêts minoritaires sur la société LA BOITE A OUTILS**

Le rachat d'intérêts minoritaires sur cette entité n'a pas engendré d'incidence significative sur les comptes du Groupe au 31 décembre 2022.

4 Eléments financiers

Les intérêts non contrôlants du Groupe SAMSE sont principalement issus des entités suivantes :

Nom de l'entité	Secteur d'activité	Part détenue par les intérêts non contrôlants (en %)	
		2022	2021
ENTREPOT DU BRICOLAGE FROMENT	Bricolage	50,04	50,09
COMPTOIR FROMENT	Bricolage	50,04	50,09
BTP DISTRIBUTION	Négoce	25,35	25,35

Les informations financières relatives aux entités mentionnées ci-dessus, préparées en conformité avec les normes IFRS, se résument comme suit :

<i>(données avant élimination interco. avec les autres entités du Groupe)</i>	EDB FROMENT		COMPTOIR FROMENT		BTP DISTRIBUTION	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Chiffre d'affaires	21 342	20 680	25 872	25 280	76 111	65 802
Résultat opérationnel courant	971	1 237	2 636	2 786	4 183	4 004
Résultat net	677	841	1 920	1 974	2 908	2 888
Résultat net - Part attribuable aux intérêts non contrôlants	339	421	962	989	737	725
Autres éléments du résultat global	30	3	18	1	19	2
Résultat global total	707	844	1 938	1 975	2 927	2 890
Résultat global total - Part attribuable aux intérêts non contrôlants	354	423	970	989	742	732
Actifs non courants	6 799	7 014	9 966	10 990	6 395	4 715
Actifs courants	5 772	5 080	6 063	5 237	36 219	27 282
Dettes non courantes	4 979	4 715	5 926	6 243	13 079	2 781
Dettes courantes	4 858	4 453	5 707	5 522	11 021	12 825
Actifs nets	2 734	2 926	4 396	4 462	18 514	16 391
Actifs nets - Part attribuable aux intérêts non contrôlants	1 368	1 466	2 200	2 235	4 693	4 153
Flux de trésorerie généré par l'activité	975	899	1 795	2 141	-1 786	647
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	352	343	548	-183	-1 528	-12
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	-1 533	-1 638	-2 573	-2 219	7 989	-771
Augmentation ou diminution de la trésorerie	-206	-396	-230	-261	4 675	-136
Dividendes versés aux intérêts non contrôlants au cours de l'exercice	450	567	1 004	834	207	126

4 Eléments financiers

13.4 - Gestion du capital

La politique du Groupe consiste à maintenir une base de capitaux propres solide pour préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et faire face au développement futur de l'activité.

Le Groupe porte une attention particulière au rendement des capitaux propres et au niveau des dividendes versés.

Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 11 mai 2022.

Le pourcentage maximum du capital dont le rachat est autorisé est de **10 %**.

Le prix d'achat unitaire maximum a été fixé à **260 €**.

13.5 - Titres d'autocontrôle

	2022	2021
Nombre d'actions	32 785	12 903
Montant en K€	5 159	1 450
Valeur d'inventaire :	6 041	2 580

Ces titres figurent pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres.

Ils sont affectés soit à l'attribution d'actions aux salariés dans le cadre de la participation des salariés, soit à l'animation du marché.

Ces actions auto-détenues n'ont pas droit de vote.

Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 11 mai 2022. Le pourcentage de rachat autorisé a été fixé à 10 % du capital.

Sur l'exercice 2022, 31 058 titres ont été acquis et 11 176 ont été cédés.

13.6 - Réserves et résultats nets consolidés - part du Groupe

	2022	2021
Réserves	516 463	476 981
Résultat	94 872	93 515
Total	611 335	570 496

4 Eléments financiers

13.7.a - Répartition du capital et droits de vote (en %)

	2022		2021	
	% du capital détenu	% en droits de vote	% du capital détenu	% en droits de vote
Nominatifs				
- DUMONT INVESTISSEMENT	77,30	83,92	77,30	81,52
- CREDIT MUTUEL EQUITY SCR	5,28	5,74	5,28	6,45
- DIVERS	2,71	2,87	2,65	3,24
Sous-total	85,29	92,53	85,23	91,21
Porteurs				
- CREDIT MUTUEL EQUITY SCR	1,49	0,81		
- FCP CENTIFOLIA	1,10	0,60	2,31	1,41
- NOVA 2	1,08	0,59	1,08	0,66
- AUTO-DETENTION	0,95	0,00	0,37	0,00
- DIVERS	10,09	5,47	11,01	6,72
Sous-total	14,71	7,47	14,77	8,79
Total	100,00	100,00	100,00	100,00

13.7.b - Répartition du capital et droits de vote (en nombre de voix et nombre d'actions)

	2022		2021	
	Actions détenues	Droits de vote	Actions détenues	Droits de vote
Nominatifs				
- DUMONT INVESTISSEMENT	2 673 161	5 346 322	2 673 161	4 615 682
- CREDIT MUTUEL EQUITY SCR	182 725	365 450	182 725	365 450
- DIVERS	93 579	182 812	91 546	182 924
Sous-total	2 949 465	5 894 584	2 947 432	5 164 056
Porteurs				
- CREDIT MUTUEL EQUITY SCR	51 570	51 570		
- FCP CENTIFOLIA	38 080	38 080	80 000	80 000
- NOVA 2	37 340	37 340	37 340	37 340
- AUTO-DETENTION	32 785	0	12 903	0
- DIVERS	348 844	348 844	380 409	380 409
Sous-total	508 619	475 834	510 652	497 749
Total	3 458 084	6 370 418	3 458 084	5 661 805

4 **Éléments financiers**

Note 14 – Provisions

14.1 - Détail des provisions pour risques et charges

	2022			2021		
	Courant	Non Courant	Total	Courant	Non Courant	Total
Provisions pour litiges	1 408	1 303	2 711	1 491	983	2 474
Autres provisions pour risques et charges	4 289	280	4 569	387	337	724
Provisions pour retraites et autres obligations		13 683	13 683		17 463	17 463
Provisions pour restructurations	336		336	576		576
Total	6 033	15 266	21 299	2 454	18 783	21 237

Les provisions pour litiges ont fait l'objet d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus.

Ces provisions concernent essentiellement des litiges matériels nés dans l'année.

Les autres provisions pour risques et charges ont été constituées en fonction des risques connus à la

date d'arrêté des comptes et des charges futures estimées.

Elles sont de natures diverses ; on retrouve notamment des provisions liées à des affaires prud'homales et à des risques et charges de l'exploitation courante.

14.2 - Évolution des provisions

	Litiges	Risques et charges	Retraites et autres obligations	Restructurations	Autres	Total
à l'ouverture de l'exercice	2 474	724	17 463	576	—	21 237
Dotations	992	4 117	1 240			6 349
Reprises utilisées	587	209	1 965	240		3 001
Reprises non utilisées	168	63	203			434
Variations de périmètre	Entrées		5			5
Variations de périmètre	Sorties					—
Ecart actuariels constatés en capitaux propres			-2 956			-2 956
Virements			99			99
à la clôture de l'exercice	2 711	4 569	13 683	336	—	21 299

détail de la provision pour risques et charges :

Provision pour garantie donnée aux clients	38
Provision pour travaux	172
Provision pour charges de personnel	109
Provision pour charges liées à des contrôles et des restructurations	4 250

Conformément à la norme IAS 37 - Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels - des provisions sont constatées lorsque le Groupe a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé et que cette obligation peut être estimée de manière fiable. Le montant comptabilisé correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date de clôture des comptes.

Les provisions pour litiges sont calculées à partir d'informations recueillies auprès du service commercial qui recense les réclamations des clients.

Le Groupe comptabilise également des provisions fondées sur des données statistiques établies sur la base de son expérience passée et sur des hypothèses déterminées face au risque attendu sur des produits techniques récents qui peuvent s'altérer plus rapidement que prévu.

4 Eléments financiers

14.3 - Engagements de retraite et médailles du travail.

A – Provisions pour indemnités de fin de carrière

Il n'existe pas, pour le Groupe, de régime de retraite à prestations définies, autre que les indemnités légales de départ à la retraite en France.

Les régimes à prestations définies sont comptabilisés au bilan, sur la base d'une évaluation actuarielle des engagements à la date de clôture.

Les cotisations versées au titre des régimes qui sont analysés comme des régimes à cotisations définies sont comptabilisées en charges de l'exercice.

La provision pour indemnités de fin de carrière s'élève à **11 722 milliers d'euros au 31 décembre 2022**.

	Cadres	Non cadres		Cadres	Non cadres
	Activité Négoce			Activité Bricolage	
16 - 25 ans	0,00 %	19,00 %	16 - 25 ans	1,00 %	16,00 %
26 - 30 ans	5,00 %	15,00 %	26 - 30 ans	5,00 %	14,00 %
31 - 35 ans	7,00 %	13,00 %	31 - 35 ans	5,00 %	14,00 %
36 - 40 ans	6,00 %	9,00 %	36 - 40 ans	4,00 %	10,00 %
41 - 45 ans	7,00 %	9,00 %	41 - 45 ans	7,00 %	9,00 %
46 - 50 ans	6,00 %	8,00 %	46 - 50 ans	5,00 %	7,00 %
51 - 55 ans	3,00 %	4,00 %	51 - 55 ans	5,00 %	11,00 %
56 - 67 ans	0,00 %	0,00 %	56 - 67 ans	0,00 %	8,00 %

Paramètres techniques

La table de survie retenue est la table INSEE 2021.

La méthode de calcul retenue est la méthode des unités de crédits projetés.

Le taux d'actualisation utilisé est le taux IBOXX € corporate AA 10+.

Le taux retenu s'élève à 3,16% au 31 décembre 2022 (contre 0,87 % en 2021).

	en milliers d'euros
Coût des services rendus	-628
Coût de l'actualisation	129
Ecart actuariels (1)	-2 956

(1) Enregistrés directement dans les autres éléments du résultat global

Sensibilité des hypothèses actuarielles

L'impact d'une variation de - 15 points de base sur le taux d'actualisation générerait une variation de + 1,5 % du montant total de l'engagement.

La provision a été calculée selon les paramètres suivants :

Paramètres économiques

Augmentation annuelle des salaires : **Taux**

Cadres : 2 % (2 % en 2021)

Non cadres : 2 % (2 % en 2021)

Paramètres sociaux

Départ à l'initiative du salarié, sauf dérogation individuelle entre 65 et 67 ans pour les cadres et non cadres.

Le taux de charges sociales retenu est de 41 % pour l'ensemble des catégories.

Le taux de turn-over annuel a été établi par tranche d'âge de la façon suivante :

Le Groupe n'a pas couvert l'engagement de retraite par des versements significatifs à un fonds sur l'exercice 2022.

La reprise nette de l'exercice s'élève à : **3 455 milliers d'euros**.

Cette reprise se répartit de la façon suivante :

4 Eléments financiers

B – Médailles du travail

Au 31 décembre 2022, cette provision représente un montant de **1 961 milliers d'euros**.

Le calcul de cette provision s'effectue selon les divers paramètres suivants :

Durée de travail					
pour l'attribution de la médaille du travail :			20, 30, 35 et 40 ans		
Paramètres					
détermination d'un coefficient de mortalité selon la table INSEE 2021					
détermination d'un coefficient de probabilité d'être encore présent dans l'entreprise d'après les taux annuels de turnover suivants :					
	Cadres	Non cadres		Cadres	Non cadres
	Activité Négoce			Activité Bricolage	
16 - 25 ans	0,00 %	19,00 %	16 - 25 ans	1,00 %	16,00 %
26 - 30 ans	5,00 %	15,00 %	26 - 30 ans	5,00 %	14,00 %
31 - 35 ans	7,00 %	13,00 %	31 - 35 ans	5,00 %	14,00 %
36 - 40 ans	6,00 %	9,00 %	36 - 40 ans	4,00 %	10,00 %
41 - 45 ans	7,00 %	9,00 %	41 - 45 ans	7,00 %	9,00 %
46 - 50 ans	6,00 %	8,00 %	46 - 50 ans	5,00 %	7,00 %
51 - 55 ans	3,00 %	4,00 %	51 - 55 ans	5,00 %	11,00 %
56 - 67 ans	0,00 %	0,00 %	56 - 67 ans	0,00 %	8,00 %

Le taux de charges sociales retenu est de 41 % pour l'ensemble des catégories.

Le taux d'augmentation annuelle des salaires retenu pour les cadres et les non cadres s'élève à 2 % (taux identique à celui de 2021).

14.4 - Provisions cartes de fidélité (programme de fidélisation des clients)

La carte fidélité est un outil de fidélisation de la clientèle mis en place dans les magasins de Bricolage. Au fur et à mesure de leurs achats, les clients obtiennent des avantages valorisés en euros qu'ils peuvent par la suite utiliser en déduction de leurs futurs passages en caisse.

Règle d'obtention des avantages :

- Pour un montant d'achats compris entre 0,01 € et 19,99 € : 0,10 € cumulés sur la carte.
- Puis 0,10 € seront cumulés par tranche de 10 € d'achats supplémentaires.

Les avantages accumulés n'ont pas de date de fin de validité à condition d'au minimum un passage en caisse par année civile, et ne sont pas convertibles en espèces.

Ces avantages sont comptabilisés en réduction des ventes, et éventuellement repris en cas d'annulation.

L'impact de ce programme de fidélisation majeure le chiffre d'affaires de l'activité Bricolage de 13 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

Note 15 – Impôts sur les résultats et impôts différés

15.1 - Détail de la charge d'impôt

	2022	2021
Charge d'impôt exigible	33 226	36 100
Impôts différés	-614	-3 332
Total	32 612	32 768

4 Eléments financiers

15.2 - Impôts différés au bilan

	2022	2021
Impôts différés actifs	5 998	6 195
Impôts différés passifs	4 825	5 123
Impôts différés nets	1 173	1 072

Les impôts différés actifs relatifs aux reports déficitaires s'élèvent à 1 531 milliers d'euros (6 124 milliers d'euros en base) au 31 décembre 2022, contre 1 511 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

Les déficits cumulés n'ayant pas donné lieu à la constitution d'un impôt différé actif s'élèvent à 2 428 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

15.3 - Impôts différés

	2022	2021	Variation
			2022/2021
IMPOTS DIFFERES ACTIFS			
à l'ouverture de l'exercice	6 195	5 947	248
Produit de l'exercice			
Charge de l'exercice	1 831	1 859	-28
Impacts réserves	209	-232	441
Mouvements de périmètre			
Entrées			
Mouvements de périmètre		3	-3
Sorties			
Virements	1 425	2 342	-917
à la clôture de l'exercice	5 998	6 195	-197
IMPOTS DIFFERES PASSIFS			
à l'ouverture de l'exercice	5 123	7 595	-2 472
Produit de l'exercice	2 448	5 188	-2 740
Charge de l'exercice			
Impacts réserves	725	374	351
Mouvements de périmètre			
Entrées			
Mouvements de périmètre			
Sorties			
Virements	1 425	2 342	-917
à la clôture de l'exercice	4 825	5 123	-298
VALEUR NETTE			
à l'ouverture de l'exercice	1 072	-1 648	2 720
à la clôture de l'exercice	1 173	1 072	101
Variation nette des impôts différés	101	2 720	-2 619

4 Eléments financiers

15.4 - Preuve d'impôts

	2022	2021
Résultat net des sociétés intégrées (hors quote-part de résultat -sociétés MEQ-)	89 527	88 687
Impôt exigible	33 226	36 100
Impôts différés	-614	-3 331
RESULTAT AVANT IMPOT (A)	122 139	121 456
Dépréciation des écarts d'acquisition	930	930
Impact des différences permanentes	523	454
Retraitement des paiements en actions	-1 255	-921
Swaps	-2	-13
Reports déficitaires non reconnus sur l'exercice	1 620	822
Consommation des déficits fiscaux antérieurs non reconnus	-347	-3 651
Impact des dividendes	802	628
ID sur titres mis en équivalence	649	550
Plus-values exonérées		59
Quote-part des résultats des sociétés transparentes	16	13
Gains et pertes liés à des variations de parts d'intérêts avec prise de contrôle		
Effets des bases sans impôt différé	267	600
Dépenses de mécénat ouvrant droit à crédit d'impôt	487	708
BASE FISCALE	125 829	121 635
Taux de l'impôt	25,00	26,50
IMPOT THEORIQUE	31 457	32 233
Contribution sociale (3,3 %)	832	763
Crédit d'impôt	-296	-412
Impôts différés: impact des lois de finance 2018 et 2020 (1)	375	-851
Impact du taux d'impôt à 26,5 % / 27,5 % (2)	—	790
Impôts liés à des redressements	252	245
Divers	-8	1
CHARGE REELLE D'IMPOT (B)	32 612	32 769
Taux réel de l'impôt	25,92	26,94
Taux d'impôt apparent (B/A)	26,70	26,98

(1) Incidence de l'application progressive du taux d'impôt sur les sociétés à 25 % pour les impôts différés à long terme. Le principal impact concerne les impôts différés relatifs aux amortissements dérogatoires et la provision pour engagements de retraite. La totalité des impacts liés à la baisse du taux a été enregistrée en résultat, les effets relatifs aux autres éléments du résultat global étant peu significatifs.

(2) Incidence de la réduction progressive du taux d'impôt sur les sociétés.

4 Eléments financiers

15.5 - Principaux éléments à l'origine des impôts différés

	2022	2021
Congés payés	105	96
Participation des salariés	302	1 108
Provisions pour indemnités de fin de carrière	-681	-369
Amortissements dérogatoires, amortissements et provisions à caractère fiscal	-58	581
Taxes C3S et Tascom	-2	63
Activation des déficits	131	296
Crédit bail et contrats de locations	161	336
Ecart évaluation terrains et constructions	74	120
Impôts différés: impact des lois de finance 2018 et 2020 (cf. note 15.4)	-394	851
Autres	463	-362
Total	101	2 720
Variation des impôts différés actif	-1 072	248
Variation des impôts différés passif	1 173	2 472
Total	101	2 720

	2022	2021
Analyse de la variation nette des impôts différés :		
Charge ou produit d'impôts différés au compte de résultat	617	3 329
Impôts différés sur les écarts d'évaluation des terrains et constructions des sociétés entrées dans le périmètre		
Impôts différés sur les entrées ou sorties du périmètre		-3
Impôts différés sur les retraitements impactant les réserves	-516	-606
Total	101	2 720

Note 16 – Passifs financiers courants et non courants

16.1 - Détail des dettes financières

	Valeur bilan au 31/12/2022			Valeur bilan au 31/12/2021		
	Non courants	Courants	Total	Non courants	Courants	Total
Locations financement	506	306	812	618	322	940
Locations simples - IFRS 16 (1)	158 790	23 333	182 123	151 658	20 778	172 436
Emprunts	125 740	44 778	170 518	114 188	50 273	164 461
Engagements de rachat de minoritaires	861	2 549	3 410	3 499		3 499
Autres financements	7 055	10	7 065	3 101	22	3 123
Instruments financiers dérivés	77	465	542		2	2
Total des passifs financiers						
(hors concours bancaires)	293 029	71 441	364 470	273 064	71 397	344 461
Concours bancaires courants		6 287	6 287		6 397	6 397
Total des passifs financiers						
(avec concours bancaires)	293 029	77 728	370 757	273 064	77 794	350 858

(1) Les mouvements d'augmentation de dette de l'exercice s'élèvent à 33,6 M€ (ces mouvements n'impactent pas le tableau de flux de trésorerie), et les remboursements à 22,5 M€.

4 Eléments financiers

16.2 - Échéances des dettes courantes et non courantes

	au 31/12/2022 ECHEANCES			au 31/12/2021 ECHEANCES		
	à 1 an au +	1 an à 5 ans	à + de 5 ans	à 1 an au +	1 an à 5 ans	à + de 5 ans
Emprunts et dettes financières	77 728	200 607	92 422	77 794	178 659	94 405
Fournisseurs et comptes rattachés	267 992			243 255		
Autres dettes	172 963			170 510		
Total	518 683	200 607	92 422	491 559	178 659	94 405

16.3 - Risques de crédit, de liquidité et de marché (cf chapitre 3.4 du Document de Référence)

Le Groupe est normalement exposé aux risques de taux d'intérêt et de liquidité. La gestion de ces risques est centralisée au niveau de la Direction Administrative et Financière.

- Le risque de taux est suivi de manière régulière. Les emprunts souscrits par le Groupe sont libellés en taux fixe et en taux variable.
- Les opérations de couverture de taux à la clôture de l'exercice sont soldées.
- Le Groupe SAMSE est peu exposé au risque de liquidité. Il s'assure que ses lignes de crédit permettent de financer notamment les dépenses d'investissements opérationnels.

Le Groupe dispose d'une centralisation de trésorerie interne et, en fonction des besoins de trésorerie, il peut faire appel à des concours bancaires.

Le montant des découverts autorisés à la clôture de l'exercice s'élève à **150 M€**.

Les découverts ont été utilisés pour **6 287 milliers d'euros soit en % : 4,2**.

Certains emprunts souscrits par le Groupe sont soumis à des «covenants» susceptibles d'entraîner un remboursement anticipé en cas de non-respect. Les calculs des ratios financiers afférents aux «covenants» sont effectués sur une base annuelle et doivent être respectés au 31 décembre.

Le Groupe s'est engagé à respecter le covenant suivant au 31 décembre 2022 :

- Endettement global net élargi au crédit-bail / Fonds propres. Ce ratio doit être inférieur à 1.

Au 31 décembre 2022, ce ratio financier est respecté et s'élève à **0,30**.

La dette financière concernée représente 6 835 milliers d'euros à fin décembre 2022 (contre 15 678 milliers d'euros au 31 décembre 2021).

- Dans le cadre de ses différents programmes d'opérations sur actions propres, le Groupe SAMSE a acquis au cours de l'exercice 31 058 actions et en a cédé 11 176.

Au 31 décembre 2022, le Groupe SAMSE est propriétaire de 32 785 actions propres. A cette date, ces actions sont valorisées à leur valeur historique pour **5 159 milliers d'euros**. La valeur d'inventaire de ces actions au 31 décembre 2022 est de **6 041 milliers d'euros**.

Les valeurs mobilières du Groupe SAMSE sont représentées essentiellement par des comptes à terme d'une valeur de 67 088 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

Le Groupe SAMSE est peu exposé au risque de change et l'ensemble de sa dette financière est libellée en euro.

16.4 - Caractéristiques des autres financements à court terme et découverts bancaires

Les autres financements à court terme s'élèvent à **6 287 milliers d'euros** et sont relatifs à des découverts bancaires.

4 Eléments financiers

16.5 - Valorisation des SWAP

La valorisation des SWAPS à la valeur de marché au 31 décembre 2022 a conduit le Groupe à comptabiliser un produit financier de **2 milliers d'euros**.

Le tableau, ci-dessous récapitule par SWAPS, l'ensemble des opérations en valeur au 31 décembre 2022.

N°SWAP	Au 31/12/2022	VALORISATION SWAPS 31/12/2022			Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
	Capital restant couvert (en €)	Échéance	SAMSE verse	SAMSE reçoit	Valeur de marché en €	Valeur de marché en €
38	0	01/04/2022	TF 0,25 %	EURIBOR 3M	0	-2 198
	0	TOTAL			0	-2 198

16.6 - Encours des dettes financières

Une hausse des taux d'intérêts de 1 % majorerait le coût de l'endettement du Groupe SAMSE de 154 milliers d'euros.

	au 31/12/2022				au 31/12/2021			
	A 1 an au +	1 an à 5 ans	Au delà	Total	A 1 an au +	1 an à 5 ans	Au delà	Total
Passifs financiers	77 728	200 607	92 422	370 757	77 794	178 659	94 405	350 858
Taux fixe	70 282	197 695	89 226	357 203	66 637	175 848	90 492	332 977
Taux variable	7 446	2 912	3 196	13 554	11 157	2 811	3 913	17 881
Position nette avant gestion	7 446	2 912	3 196	13 554	11 157	2 811	3 913	17 881
Hors bilan (swaps de taux)	0	0	0	0	714	0	0	714
Position nette après gestion	7 446	2 912	3 196	13 554	10 443	2 811	3 913	17 167

4 Eléments financiers

16.7 - Détermination de l'endettement financier net

	2022	2021
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES		
Emprunts et dettes	170 454	164 402
Intérêts courus sur dettes et agios bancaires	64	59
Dettes relatives au crédit bail	812	940
Dette locations simples	182 123	172 436
Dettes rattachées à des participations (1)	7 038	3 078
Dettes diverses	569	47
Engagements de rachat de minoritaires	3 410	3 499
Total	364 470	344 461
ENDETTEMENT FINANCIER NET		
Emprunts et dettes financières	364 470	344 461
Trésorerie nette	178 324	139 368
Total	186 146	205 093
VALEUR NETTE AU BILAN		
Dettes à long terme	293 029	273 064
Dettes à court terme	77 728	77 794
Total des dettes	370 757	350 858
Disponibilités et Equivalents de Trésorerie	184 611	145 765
ENDETTEMENT FINANCIER NET	186 146	205 093
(1) Détail des dettes rattachées à des participations		
DUMONT INVESTISSEMENT	4 000	
RG BRICOLAGE	1 465	2 205
SCI ENTREPOT FROMENT	790	870
SCI CHABER	423	3
SCI ENTREPOT NIMES	360	
Total	7 038	3 078

Note 17 – Fournisseurs et comptes rattachés

	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
Fournisseurs Négoce	228 955	203 890
Fournisseurs Bricolage	39 037	39 365
Total	267 992	243 255

4 **Eléments financiers**

Note 18 – Autres dettes d'exploitation

	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
Dettes fiscales et sociales Négoce	87 990	94 163
Dettes fiscales et sociales Bricolage	30 603	31 291
Dettes sur immobilisations Négoce	2 850	1 432
Dettes sur immobilisations Bricolage	657	851
Autres dettes Négoce	46 773	38 749
Autres dettes Bricolage	245	234
Produits constatés d'avance Négoce	181	113
Produits constatés d'avance Bricolage	3 664	3 677
Total	172 963	170 510

Le poste «Autres dettes Négoce» comprend les opérations relatives à la convention de centralisation des règlements des CPV et COOP (cf. note 11).

Note 19 – Chiffre d'affaires et autres produits de l'activité

19.1 - Détail du chiffre d'affaires

	Au 31/12/2022			Au 31/12/2021		
	Négoce	Bricolage	Total	Négoce	Bricolage	Total
Ventes nettes de marchandises	1 465 029	374 464	1 839 493	1 323 004	377 138	1 700 142
Camionnages et prestations de services	47 410	23 103	70 513	43 614	24 128	67 742
Intérêts des créances commerciales	14		14	6		6
Frais fixes de facturation	1 746		1 746	1 772		1 772
Total	1 514 199	397 567	1 911 766	1 368 396	401 266	1 769 662

19.2 - Autres produits de l'activité

	Au 31/12/2022			Au 31/12/2021		
	Négoce	Bricolage	Total	Négoce	Bricolage	Total
Produits divers	12		12	28		28
Total	12	0	12	28	0	28

19.3 - Évolution du chiffre d'affaires par activité

	2022	2021	% d'évolution 2022/2021	
			à périmètre "non comparable"	à périmètre "comparable"
Négoce	1 514 199	1 368 396	10,66	10,66
Bricolage	397 567	401 266	-0,92	-0,92
Total	1 911 766	1 769 662	8,03	8,03

Le chiffre d'affaires à périmètre «non comparable» est le chiffre d'affaires réel du Groupe publié. Pour mesurer sa croissance organique, le Groupe utilise la notion de «comparable» qui consiste à

retraiter le chiffre d'affaires des effets de variations de périmètre significatives intervenues au cours des années 2021 et 2022.

4 **Eléments financiers**

Note 20 – Charges de personnel

[20.1.a - Frais de personnel par activité](#)

	2022	2021
Négoce	211 480	197 553
Bricolage	88 336	85 640
TOTAL	299 816	283 193

[20.1.b - Charges prises en compte dans les frais de personnel](#)

Participation des salariés		Abondement FCP	
2022	2021	2022	2021
8 770	7 492	4 606	3 546
3 713	3 787	2 459	2 387
12 483	11 279	7 065	5 933

[20.1.c - Évolution des frais de personnel](#)

	2022	2021	% d'évolution 2022/2021	
			à périmètre "non comparable"	à périmètre "comparable"
Négoce	211 480	197 553	7,05	7,05
Bricolage	88 336	85 640	3,15	3,15
Total	299 816	283 193	5,87	5,87

[20.1.d - Paiements fondés sur des actions](#)

- Conformément à l'autorisation de l'Assemblée Générale réunie le 11 décembre 2020, le Conseil d'Administration de la société SAMSE, dans sa séance du 4 mars 2021, a décidé d'attribuer gratuitement un nombre maximal de 40 125 actions ordinaires à certains membres du personnel salarié de la société ou de sociétés du Groupe SAMSE et a fixé les conditions et critères d'attribution par tranches des actions gratuites. L'attribution définitive des actions, à l'issue de la période d'acquisition de la tranche concernée, est conditionnée à la présence effective, pendant l'année civile complète précédant l'expiration de la période d'acquisition au sein de la société ou de l'une de ses filiales, en qualité de salarié. Elle est également conditionnée à la réalisation de conditions de performance liées à l'atteinte du taux de Résultat Opérationnel Courant (ROC) Groupe, du taux ROC Enseigne ou du taux de Résultat d'Exploitation (REX) Enseigne. Ces conditions sont appréciées sur une période de cinq ans et traduisent ainsi l'intérêt de la société à moyen terme.
- Conformément à l'autorisation de l'Assemblée Générale DUMONT INVESTISSEMENT, réunie le 4 décembre 2020, le Directoire de DUMONT INVESTISSEMENT, dans sa séance du 4 mars 2021, a décidé d'attribuer gratuitement un nombre maximal de 56 378 actions ordinaires à certains membres du personnel salarié de la société DUMONT INVESTISSEMENT ou de sociétés du Groupe SAMSE ainsi qu'aux mandataires sociaux. L'attribution définitive des actions, à l'issue de la période d'acquisition de la tranche concernée, est conditionnée à la présence effective, pendant l'année civile complète précédant l'expiration de la période d'acquisition au sein de la société DUMONT INVESTISSEMENT ou de l'une de ses filiales, en qualité de salarié ou de mandataire social. Les deux tiers de l'attribution sont également conditionnés à la réalisation de conditions de performance liées à l'atteinte du taux de Résultat Opérationnel Courant (ROC) Groupe et/ou du taux ROC Enseigne. Ces conditions sont appréciées sur une période de cinq ans. Les actions ainsi attribuées font l'objet d'une refacturation, au coût de revient, à chacune des filiales du Groupe en fonction des montants attribués aux bénéficiaires qu'elles emploient.

4 Eléments financiers

- S'agissant du plan d'attribution de la société SAMSE (mis en place le 4 mars 2021):

	Tranche 1	Tranche 2	Tranche 3	Tranche 4	Tranche 5
Date d'Assemblée	11/12/2020	11/12/2020	11/12/2020	11/12/2020	11/12/2020
Date du Conseil d'Administration	4/03/2021	4/03/2021	4/03/2021	4/03/2021	4/03/2021
Nombre total d'actions attribuées gratuitement	8 025	8 025	8 025	8 025	8 025
Nombre de bénéficiaires (1)	321	321	321	321	321
Date d'acquisition des actions	05/2022	05/2023	05/2024	05/2025	05/2026
Date de fin de période de conservation	05/2026	05/2026	05/2026	05/2027	05/2027

(1) A la date d'attribution

- S'agissant du plan d'attribution de la société DUMONT INVESTISSEMENT (mis en place le 4 mars 2021):

	Tranche 1	Tranche 2	Tranche 3	Tranche 4	Tranche 5
Date d'Assemblée	04/12/2020	04/12/2020	04/12/2020	04/12/2020	04/12/2020
Date du Directoire	4/03/2021	4/03/2021	4/03/2021	4/03/2021	4/03/2021
Nombre total d'actions attribuées gratuitement	11 275	11 275	11 275	11 275	11 275
Nombre de bénéficiaires (1)	235	235	235	235	235
Date d'acquisition des actions	05/2022	05/2023	05/2024	05/2025	05/2026
Date de fin de période de conservation	05/2026 (2)	05/2027 (2)	05/2028 (2)	05/2029 (2)	05/2029 (2)
	05/2025 (3)	05/2026 (3)	05/2027 (3)	05/2028 (3)	05/2028 (3)

(1) A la date d'attribution

(2) Bénéficiaires membres du Comité Exécutif et mandataires sociaux

(3) Bénéficiaires autres que les membres du Comité Exécutif et mandataires sociaux

L'avantage accordé au titre de ces plans d'attributions d'actions gratuites est évalué à la juste valeur au moment de l'attribution et constitue un complément de rémunération. Il est comptabilisé en charges de personnel sur la durée d'acquisition des droits représentatifs de l'avantage consenti, et tient compte d'une hypothèse de présence à l'issue de la période d'acquisition et de respect des conditions de performances.

Au titre de l'exercice 2022, la charge totale constatée en charges de personnel s'élève à 4,9 millions d'euros. Cette charge a pour contrepartie une augmentation des capitaux propres.

4 **Eléments financiers****20.2 - Détail des effectifs moyens par activité intégrée**

SOCIETES	2022	2021
NEGOCE	4 076	3 880
SA SAMSE	1 766	1 702
SAS DORAS	794	781
SAS M+ MATERIAUX	738	672
SAS MAURIS BOIS	176	139
SAS CHRISTAUD	135	79
SAS BTP DISTRIBUTION	95	77
SAS ZANON TRANSPORTS	87	86
SAS SOCOBOIS	80	85
SAS CELESTIN MATERIAUX	76	68
PIERRE HENRY ET FILS (GROUPE)	71	71
SARL TRANSPORTS SCHWARTZ	23	20
SAS BLANC MATERIAUX	22	19
SAS MAT APPRO	7	7
SA DUMONT INVESTISSEMENT	6	4
SAS BILLMAT - absorbée par CHRISTAUD sur l'exercice 2022		39
SAS LOIRE MATERIAUX - absorbée par MAURIS BOIS sur l'exercice 2022		31
BRICOLAGE	2 321	2 256
SAS LA BOITE A OUTILS	1 849	1 828
SAS ENTREPOT DU BRICOLAGE FROMENT	118	104
SAS COMPTOIR FROMENT	110	107
SAS ENTREPOT DU BRICOLAGE AUBENAS	110	100
SAS ENTREPOT ARLES	75	63
SAS ENTREPOT NIMES	59	54
	6 397	6 136

20.3 - Effectifs moyens par catégorie

	2022	2021
Employés et Ouvriers	4 225	4 117
Techniciens, Agents de maîtrise	1 174	1 089
Cadres	998	930
TOTAL	6 397	6 136

4 Eléments financiers

Note 21 – Charges externes

	2022	2021	% de variation à périmètre non comparable	% de variation à périmètre comparable
Sous traitance générale	13 943	14 103	-1,13	-1,13
Locations et transport de biens	11 417	10 581	7,90	7,90
Entretiens et réparations	19 168	17 936	6,87	6,87
Primes d'assurance	6 430	5 814	10,60	10,60
Services extérieurs divers	2 911	2 220	31,13	31,13
Personnel extérieur à l'entreprise	7 294	6 461	12,89	12,89
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	7 066	6 701	5,45	5,45
Publicité, publications et relations publiques	12 650	11 488	10,11	10,11
Déplacements, missions et réceptions	9 804	7 582	29,31	29,31
Frais postaux et télécommunications	3 701	3 601	2,78	2,78
Services bancaires et assimilés	2 899	2 705	7,17	7,17
Autres services	863	834	3,48	3,48
	98 146	90 026	9,02	9,02

Note 22 – Dotations aux provisions et dépréciations

	2022		2021	
	dotations	reprises	dotations	reprises
Dotations pour dépréciation des immobilisations incorporelles				
Reprises de provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles				
Dotations pour dépréciation des immobilisations corporelles			71	
Reprises de provision pour dépréciation des immobilisations corporelles		275		484
Net		275		413
Dotations pour dépréciation des stocks	19 443		18 346	
Reprises de provision pour dépréciation des stocks		18 526		14 813
Net	917		3 533	
Dotations pour dépréciation des créances	9 146		6 279	
Reprises de provision pour dépréciation des créances		6 161		9 087
Net	2 985		2 808	
Dotations aux provisions pour risques et charges	2 968		3 356	
Reprises de provisions pour risques et charges		3 195		4 877
Net		227		1 521
Dépréciations des écarts d'acquisition	930		930	
Divers				
Total	32 487	28 157	28 982	29 261
Total Net	4 330			279

4 Eléments financiers

La variation globale des dotations aux provisions et dépréciations nettes entre 2022 et 2021 provient :

des dépréciations nettes :	
des immobilisations incorporelles et corporelles	-138
des stocks de marchandises	2 616
des créances	-5 793
des provisions pour risques et charges	-1 294
des écarts d'acquisition	—
Total Net	-4 609

Note 23 – Autres produits et charges de l'exploitation courante

	2022		2021	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Produits de cession d'actifs		1 014		644
Autres produits opérationnels		9 290		6 557
VNC des éléments d'actifs cédés	889		585	
Autres charges opérationnelles	7 625		8 306	
Total	8 514	10 304	8 891	7 201
Net		1 790	1 690	

Note 24 – Autres produits et charges opérationnels

	2022		2021	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Produits de cession d'actifs		4 706		12 208
VNC des éléments d'actifs cédés	1 648		11 324	
Autres produits opérationnelles		3 116		4 628
Autres charges opérationnelles	6 370		3 884	
Total	8 018	7 822	15 208	16 836
Net	196			1 628

Passage du résultat opérationnel courant au résultat opérationnel

	2022	2021
Résultat opérationnel courant	125 371	122 451
Détail des autres produits et charges opérationnels :		
Produits de cession de l'actif immobilier	4 706	12 208
VNC des éléments de l'actif immobilier cédés	-1 648	-11 324
Retraitement plus-value de cession sur opération de cession-bail		-586
Dépréciations immobilières Négoce	-277	
Dépréciations immobilières Bricolage		
Reprises de dépréciations suite aux cessions immobilières	445	1 978
Autres produits et charges sur opérations immobilières	13	61
Cession GET ELECTRIC		12
Charges liées à des restructurations	-3 435	-721
Résultat opérationnel	125 175	124 079

4 Eléments financiers

Note 25 – Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie

	2022	2021
Produits de valeurs mobilières de placement et autres créances	275	53
Total	275	53

Note 26 – Coût de l'endettement financier brut

	2022	2021
Intérêts et charges assimilées sur emprunts auprès des établissements de crédit	1 380	1 310
Charge financière "IFRS 16"	2 031	1 937
Total	3 411	3 247

Note 27 – Autres produits et charges financiers

	2022		2021	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Reprise de provisions financières				
Produits des participations		584		437
Produits de cession des immobilisations financières		26 577		8 390
VNC des immobilisations financières cédées	26 584		8 406	
Autres produits divers		115		155
Autres charges diverses	9		1	
Dotations aux dépréciations financières			16	
Différences positives de change		240		60
Différences négatives de change	823		49	
	27 416	27 516	8 472	9 042
		100		570

Note 28 – Formation du résultat financier

	2022	2021	% de variation
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	275	53	418,87
Coût de l'endettement financier brut	3 411	3 247	5,05
Coût de l'endettement financier net	-3 136	-3 194	-1,82
Autres produits et charges financiers	100	570	-82,46
RESULTAT FINANCIER	-3 036	-2 624	15,70

Note 29 – Charges d'impôt

	2022	2021
Charges d'impôt social	33 226	36 100
Impôts différés	-614	-3 332
	32 612	32 768

4 Eléments financiers

Note 30 – Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence

	2022	2021
PLATTARD (Groupe)	3 712	3 444
SAS MATERIAUX SIMC	2 348	2 419
SAS RG BRICOLAGE	791	795
SAS BOURG MATERIAUX	568	423
SCI ENTREPOT FROMENT	302	310
SAS DIDIER	178	190
SAS TARARE MATERIAUX	154	157
SCI CHABER	111	104
SCI ENTREPOT NIMES	54	38
SCI LE CARREAU	16	20
SCI ESPACE PLUS	7	13
SA DIJON BETON	24	(44)
	8 265	7 869

Note 31 – Résultat par action

	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation
Nombre d'actions à l'ouverture de l'exercice	3 458 084	12 903	3 445 181
Achats d'actions propres en cours d'exercice		19 882	-19 882
Nombre d'actions à la clôture de l'exercice	3 458 084	32 785	3 425 299
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation en fin d'exercice			3 440 275
Résultat net - part attribuable aux actionnaires de la société SAMSE - (en €)			94 871 763
	Résultat par action		27,58

	Actions en circulation	Dilution	Nombre de titres
Nombre moyen pondéré et dilué de titres	3 440 275	0	3 440 275
	Résultat dilué par action		27,58

Le résultat dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'action qui, au dénominateur, rajoute au nombre basique d'actions, le nombre d'actions potentielles qui résultera des instruments dilutifs (stock-options et actions gratuites) déduction faite du nombre d'actions qui pourraient être rachetées au prix du marché avec les fonds recueillis de l'exercice des instruments concernés.

Le prix du marché retenu correspond au cours moyen de l'action sur l'exercice.

Les fonds recueillis à l'exercice des options sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché.

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation en fin d'exercice a été obtenu de la manière suivante :

	Avant pondération	Pondération calculée au prorata temporis	Après pondération
Achats d'actions propres en cours d'exercice	19 882	(14 976)	4 906

4 Eléments financiers

Note 32 – Engagements Hors Bilan

A - ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AU PERIMETRE DU GROUPE CONSOLIDE		
I - ENGAGEMENTS DONNES	2022	2021
Engagements de prise de participations	0	0
Total	0	0
B - ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AU FINANCEMENT DE LA SOCIETE		
I - ENGAGEMENTS DONNES	2022	2021
Garanties financières		
Cautions bancaires sur prêts et découverts	701	1 317
II - ENGAGEMENTS RECUS		
Ligne de crédit reçue et non utilisée	0	0
C - ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES DE LA SOCIETE		
I - ENGAGEMENTS DONNES	2022	2021
Compromis d'achat immobilier		
Terrains	606	1 128
Ensembles immobiliers	3 059	2 880
Total	3 665	4 008
Cautions données dans le cadre de l'exploitation		
Cautions douanières et diverses	405	534
Indemnités de résiliation de convention de rémunération	0	0
II - ENGAGEMENTS RECUS		
Compromis de vente immobilier		
Ensembles immobiliers	0	2 910
Indemnités d'expropriation et de transfert d'activité	0	0
Total	0	2 910

Note 33 – Informations sur les transactions avec les parties liées

Les parties liées sont :

- la société mère du Groupe (la société DUMONT INVESTISSEMENT),
- les entités qui exercent un contrôle conjoint ou une influence notable,
- les entreprises associées,
- les coentreprises,
- les membres du Comité Exécutif.

Les opérations effectuées avec les filiales intégrées globalement sont éliminées.

Seules subsistent dans les comptes consolidés les opérations effectuées avec les sociétés mises en équivalence et les sociétés avec lesquelles le Groupe a un lien de participation. Ces opérations sont considérées comme des opérations effectuées avec des tiers.

Informations (en milliers d'euros)	TRANSACTIONS		
	Entités mises en équivalence	Autres parties liées	DUMONT INVESTISSEMENT
Produits	50 902	0	275
Charges	8 747	0	3 111
Créances rattachées à des participations	2 959	0	0
Dettes rattachées à des participations	3 038	0	4 000
Comptes courants intra-groupe :			
	Actifs	4 283	80
	Passifs	7	908

D'une manière générale, les transactions réalisées avec les entités liées sont effectuées selon des conditions de marché.

La société DUMONT INVESTISSEMENT a des membres du «key personnel» commun avec l'émetteur.

Les comptes du Groupe sont intégrés dans les comptes consolidés établis par la SA DUMONT INVESTISSEMENT, société mère du Groupe SAMSE.

Siège social : 2, rue Raymond Pitet
38100 Grenoble
N° Siren : 345 287 734
Date de clôture : 31/12/2022

	2022
Le chiffre d'affaires social réalisé par l'ensemble des sociétés opérationnelles détenues par le Groupe représente un montant global de :	2 741 609
Le passage du social au consolidé s'explique de la manière suivante :	
Elimination du CA des sociétés mises en équivalence	-542 181
Retraitement IFRIC 13	13
Elimination des opérations réciproques réalisées entre les sociétés consolidées	-287 675
Total	1 911 766

Rémunération des principaux dirigeants :

Cette information figure dans le Rapport sur le gouvernement d'entreprise - Chapitre 2.3 - du Document d'enregistrement universel.

4 Eléments financiers

Note 34 – Instruments financiers

A – Instruments financiers inscrits au bilan

(en milliers d'euros)

	Au 31/12/2022		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au bilan	Juste Valeur	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Titres de participation	9 097	9 097	9 097			
Autres actifs financiers non courants	6 032	6 032		6 032		
Clients et comptes rattachés	220 371	220 371		220 371		
Autres actifs financiers courants	120 405	120 405		120 405		
Équivalents de trésorerie	67 088	67 088		67 088		
Trésorerie	117 523	117 523		117 523		
Actifs	540 516	540 516	9 097	531 419		
Passifs financiers non courants	293 029	293 029			293 029	
Fournisseurs et comptes rattachés	267 992	267 992			267 992	
Autres dettes courantes	172 963	172 963			172 963	
Passifs financiers courants	77 728	77 728			77 728	
Passifs	811 712	811 712			811 712	—

	Au 31/12/2021		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au bilan	Juste Valeur	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Titres de participation	33 635	33 635	33 635			
Autres actifs financiers non courants	14 046	14 046		14 046		
Clients et comptes rattachés	186 833	186 833		186 833		
Autres actifs financiers courants	128 225	128 225		128 225		
Équivalents de trésorerie	20 069	20 069		20 069		
Trésorerie	125 696	125 696		125 696		
Actifs	508 504	508 504	33 635	474 869		
Passifs financiers non courants	273 064	273 064			273 064	
Fournisseurs et comptes rattachés	243 255	243 255			243 255	
Autres dettes courantes	170 510	170 510			170 510	
Passifs financiers courants	77 794	77 794			77 792	2
Passifs	764 623	764 623			764 621	2

Informations complémentaires

– IFRS 7.37 a - à la date de clôture, l'analyse des actifs financiers selon leur ancienneté ne fait pas apparaître d'actifs à risque qui n'auraient pas été dépréciés.

– IFRS 7.14 - à la date de clôture, il n'y a pas d'actifs financiers donnés en garantie des passifs.

– IFRS 7.39 a - échéancier des passifs : cf note 16.2.

4 Eléments financiers

B – Impact des instruments financiers

(en milliers d'euros)

Au 31/12/2022			
	Effets sur le résultat financier	Effets sur les capitaux propres	
		Juste valeur	Autre
Actifs disponibles à la vente		-70	
Instruments dérivés	2		
Equivalents de trésorerie			
Total	2	-70	

Au 31/12/2021			
	Effets sur le résultat financier	Effets sur les capitaux propres	
		Juste valeur	Autre
Actifs disponibles à la vente		11 331	
Instruments dérivés	13		
Equivalents de trésorerie			
Total	13	11 331	

Note 35 – Informations sectorielles consolidées (par nature d'activité)

Il convient de rappeler qu'aucun regroupement de secteurs opérationnels n'a été effectué dans le Groupe SAMSE.

Le Groupe prend en compte deux secteurs d'activité distincts : le Négoce et le Bricolage qui correspondent aux deux secteurs revus par le principal décideur opérationnel.

Les Unités Génératrices de Trésorerie, qui représentent le niveau le plus bas auquel les écarts d'acquisition font l'objet d'un suivi, sont affectées

systématiquement au secteur opérationnel dont elles dépendent.

Les tests annuels de dépréciation des écarts d'acquisition sont effectués conformément à la norme IAS 36.

Au 31 décembre 2022, le Groupe est structuré en deux secteurs distincts d'activité :

- le Négoce de matériaux de construction
- le Bricolage

Les résultats par secteur d'activité pour les exercices clos au 31 décembre sont détaillés ci-après :

	2022			2021		
	Activité			Activité		
	Négoce	Bricolage	Total Groupe	Négoce	Bricolage	Total Groupe
Chiffre d'affaires	1 777 303	422 138	2 199 441	1 635 249	423 148	2 058 397
inter-secteurs	-263 104	-24 571	-287 675	-266 853	-21 882	-288 735
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 514 199	397 567	1 911 766	1 368 396	401 266	1 769 662
Résultat Opérationnel Courant	100 774	24 597	125 371	93 819	28 632	122 451
Résultat Opérationnel	101 399	23 776	125 175	94 738	29 341	124 079
Résultat financier	-2 388	-648	-3 036	-1 982	-642	-2 624
Quote part des résultats des entreprises associées	6 990	1 274	8 264	6 602	1 266	7 868
Impôt			-32 612			-32 768
Résultat net			97 791			96 555

4 Eléments financiers

Les autres éléments du compte de résultat ventilés par secteur sont :

	2022			2021		
	Activité			Activité		
	Négoce	Bricolage	Total Groupe	Négoce	Bricolage	Total Groupe
Dotations aux amortissements	39 750	13 856	53 606	38 440	13 907	52 347
Dépréciations des écarts d'acquisition	930		930	930		930
Dépréciations des immobilisations incorporelles			0			0
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles	-61	-214	-275	-306	-178	-484
Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles			0	71		71
Dotations et reprises de provisions pour dépréciation des créances	2 962	23	2 985	-2 730	-78	-2 808
Dotations et reprises de provisions pour dépréciation des stocks	364	553	917	2 930	603	3 533
Dotations et reprises de provisions diverses	-310	83	-227	-1 298	-223	-1 521

Le tableau ci-dessous détaille les actifs et passifs sectoriels, ainsi que les acquisitions d'actifs pour les exercices clos le 31 décembre :

	2022			2021		
	Activité			Activité		
	Négoce	Bricolage	Total Groupe	Négoce	Bricolage	Total Groupe
Actifs	1 179 971	219 239	1 399 210	1 089 412	227 365	1 316 777
Entreprises associées	55 656	4 638	60 294	50 488	4 347	54 835
Total des actifs	1 235 627	223 877	1 459 504	1 139 900	231 712	1 371 612
Total des dettes	720 755	117 081	837 836	655 799	135 184	790 983
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	37 541	8 522	46 063	23 147	11 129	34 276

Le Groupe dispose de deux secteurs d'activité qui correspondent aux unités opérationnelles stratégiques. Ces unités offrent des produits et des services distincts et sont dirigées séparément dans la mesure où elles exigent des stratégies d'achat et commerciales différentes.

Les opérations réalisées dans chacun des secteurs présentés du Groupe sont résumées ainsi :

- Négoce de matériaux de construction, qui comprend la distribution de matériaux pour le bâtiment et les travaux publics.
- Bricolage, qui comprend la distribution d'articles de Bricolage, de jardinage et d'équipements intérieur.

Toutes les activités du Groupe ont été regroupées au sein de ces deux secteurs et n'opèrent que sur un seul secteur géographique, la France.

Concernant le niveau d'intégration, chaque secteur correspond à un regroupement d'entités juridiques qui sont chacune dédiée à un et un seul secteur d'activité.

Les méthodes comptables des secteurs présentés sont identiques et les résultats communiqués dans le reporting interne sont arrêtés selon les mêmes méthodes retenues en fin d'exercice, conformément aux normes IFRS appliquées dans le Groupe.

Par conséquent, aucun tableau de rapprochement des données consolidées avec le total des secteurs réconciliés n'est présenté.

La performance est évaluée sur la base du résultat avant impôt du secteur. La Direction Générale utilise le résultat du secteur parce qu'elle juge que cette information est la plus pertinente pour comprendre la performance par rapport à celle d'autres entités intervenant dans ces activités.

Les prix de transferts entre les secteurs sont déterminés dans des conditions de concurrence normale.

Aucun client ne représente plus de 10 % du chiffre d'affaires consolidé dans les deux secteurs concernés.

4 Eléments financiers

Note 36 – Honoraires des Commissaires aux comptes

	MAZARS		ODICEO		AGILI(3F)		Ernst & Young (1)		Autres			
	2022		2021		2022		2021		2022		2021	
	Montant (HT)	%	Montant (HT)	%	Montant (HT)	%	Montant (HT)	%	Montant (HT)	%	Montant (HT)	%
<i>(en euros)</i>												
AUDIT												
Certification des comptes individuels et consolidés	289 355	50 %	274 270	43 %	89 500	15 %	144 350	22 %	203 550	35 %	224 201	35 %
– Emetteur	89 500	50 %	107 600	54 %	89 500	50 %	92 600	46 %				
– Filiales intégrées globalement	199 855	50 %	166 670	38 %			51 750	12 %	203 550	50 %	224 201	50 %
Services autres que la certification des comptes (2)	35 360	50 %	1 500	50 %	29 000	41 %	1 500	50 %	6 660	9 %		
– Emetteur	23 500	68 %	1 500	50 %	11 000	32 %	1 500	50 %				
– Filiales intégrées globalement	11 860	32 %			18 000	49 %			6 660	18 %		
SOUS-TOTAL AUDIT	324 715	50 %	275 770	43 %	118 500	18 %	145 850	23 %	210 210	32 %	224 201	34 %
AUTRES PRESTATIONS												
Juridique, fiscal, social et autres												
SOUS-TOTAL AUTRES PRESTATIONS												
TOTAL	324 715	50 %	275 770	43 %	118 500	18 %	145 850	23 %	210 210	32 %	224 201	34 %

(1) Cabinet Ernst & Young et Autres

(2) dont pour les SACC :

- rapport sur les conventions réglementées
- revue du rapport de gestion
- lettre de fin de travaux
- attestation portant sur des ratios financiers
- revue de la mise en œuvre de la réglementation sur la Taxonomie verte Européenne
- attestations spécifiques
- Diligences réalisées dans le cadre d'un projet d'acquisition